

**CENTRAFRIQUE : Moscou livre des blindés à l'armée centrafricaine | RDC CONGO : Le Burundi alerte sur « un mouvement de recrutement des jeunes de son pays par le Rwanda pour attaquer la RDC | BURUNDI : GENOCIDE DE 1975 CONTRE LES HUTU - 2.328 victimes exhumées à RUMONGE et MAKAMBA | LYBIA : Nicolas Sarkozy is accused of using cash from former Libyan leader Muammar Gaddafi for his 2007 presidential campaign | RWANDA : DROGUE DANS LA REGION EAC - Le RWANDA se lance dans le commerce de cannabis thérapeutique. Bientôt des champs de cannabis pousseront sur les collines rwandaises**



**RDC CONGO** : Le Burundi alerte sur « un mouvement de recrutement des jeunes de son pays par le Rwanda pour attaquer la RDC The New Times, CIRGL

**BURUNDI** : GENOCIDE DE 1975 CONTRE LES HUTU - 2.328 victimes exhumées à RUMONGE et MAKAMBA - La CVR progresse tandis que le Sénégalais DOUDOU Diène affabule et occulte la vérité | NEOCOLONIALISME – Affaire RWAGASORE – L' Accord tacite UPRONA – BELGIQUE

**TANZANIE** : Kilimanjaro fire has destroyed 95.5 square KM of vegetation

**COTE D'IVOIRE** : la désobéissance civile lancée par l'opposition entre dans sa phase active en pleine campagne électorale

**LYBIA** : Nicolas Sarkozy is accused of using cash from former Libyan leader Muammar Gaddafi for his 2007 presidential campaign.

**ANGOLA** : L'ancien président DOS SANTOS dans le collimateur de la Justice

**RWANDA** : DROGUE DANS LA REGION EAC - Le RWANDA se lance dans le commerce de cannabis thérapeutique. Bientôt des champs de cannabis pousseront sur les collines rwandaises | Vincent Lurquin empêché de voir Paul Rusesabagina au Rwanda: "C'est la première fois que des autorités m'interdisent de rencontrer un client"

**UGANDA** : Uganda's 19-year-old Jacob Kiplimo wins World Half Marathon | Museveni, Kagame discuss great lakes region security

**SUDAN** : How lawyers are delaying Bashir's coup trial

**CENTRAFRIQUE** : Moscou livre des blindés à l'armée centrafricaine

**CAMEROUN** : Maurice Kamto est encore assigné à résidence sans notification aucune

**SOURCES** : RFI| JEUNE AFRIQUE - Damien Glez | CVR BURUNDI | DJONI SANGO | THE CITIZENS TANZANIA | The New Times, CIRGL

\*\*\*\*\*  
\*\*\* DIASPORA \*\*\*  
\*\*\*\*\*

HAÏTI :

Haïti - Technologie : L'argent mobile pour combattre la pauvreté en Haïti

<https://www.haitilibre.com/article-32037-haiti-technologie-l-argent-mobile-pour-combattre-la-pauvrete-en-haiti.html>

14/10/2020 08:26:08 - L'ISOC Haïti, chapitre haïtien de l'Internet Society, association internationale qui œuvre à la Gouvernance mondiale de l'Internet, compte sur la révolution de l'argent mobile pour combattre la pauvreté en Haïti.

La dernière enquête sur la pauvreté (2012) informe que plus de 6 millions d'Haïtiens vivent en-dessous du seuil de pauvreté avec moins de 2.41 \$ par jour, et plus de 2.5 millions sont tombés en-dessous du seuil de pauvreté extrême, ayant moins de 1.23 \$ par jour. Smart Mom est ce projet visant à former des mères vulnérables à la pauvreté sur la révolution de l'argent mobile dans la commune de Cabaret car elles méritent les connaissances financières et numériques adéquates pour améliorer leurs conditions de vie. Ces mères sans compte bancaire vont être soutenues financièrement pour qu'elles puissent se soulager de la pauvreté et prendre soin avec amour leurs enfants qui représentent l'avenir d'Haïti.

Selon Union Internationale des Télécommunications (UIT) Les pays en développement exploitent l'utilisation répandue des téléphones mobiles et des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour mettre les services financiers à la portée de toutes les personnes et leur permettre de sortir de la pauvreté car les efforts déployés en faveur de l'inclusion financière numérique contribuent à la réalisation de l'Objectif de développement durable 1 des Nations Unies visant à éradiquer la pauvreté.

Les services financiers numériques recèlent un énorme potentiel pour donner aux personnes auparavant sans compte bancaire la capacité d'épargner, d'effectuer des paiements et d'accéder à des offres de crédit et d'assurance, ce qui leur permettra de gérer des revenus irréguliers, de planifier l'avenir, de se remettre de chocs économiques et de catastrophes naturelles, et de trouver de nouveaux moyens de subsistance.

Ce dimanche 4 octobre 2020, conscient du fait que la COVID-19 a des impacts économiques et affecte plus profondément les plus vulnérables dans la commune de Cabaret, l'ISOC Haïti a formé 20 mères qui n'ont pas de compte bancaire sur l'argent mobile tout en les donnant une petite somme d'argent où elles auront à faire usage de l'argent mobile dans leur initiative pour sortir de la pauvreté. Pour M. Obed Sindy, président l'ISOC Haïti « C'est un moyen de prouver comment avec l'argent mobile, nous pouvons toucher les derniers kilomètres et apporter du bien être dans la vie des mères et de leurs enfants. »

Ce projet a été réalisé dans le cadre du Chapterthon 2020, un marathon mondial de l'Internet Society pour la mise en valeur des activités créatives, innovantes et ayant un impact sur la communauté.

GUADELOUPE :

Les liaisons maritimes inter-îles entre la Guadeloupe et la Martinique suspendues

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/les-liaisons-inter-iles-entre-la-guadeloupe-et-la-martinique-suspendues-pour-2-semaines-880670.html>

Guadeloupe La 1ère • Publié le 12 octobre 2020 à 17h42, mis à jour le 13 octobre 2020 à 09h13 - Durant un peu plus de deux semaines, la Guadeloupe et la Martinique ne seront plus reliées par voie maritime. L'Express des îles a annoncé suspendre ses rotations, à partir du 16 octobre.

Aller en Martinique devient encore un peu plus compliqué. Après les compagnies aériennes qui ont dû revoir à la baisse le nombre de passagers par vol et le nombre de rotations hebdomadaires, après des arrêtés des Préfets des deux îles, l'Express des Îles annonce l'arrêt provisoire de la desserte Guadeloupe/Martinique. La compagnie maritime l'a annoncé ce lundi 12 octobre.

Deuxième arrêt pour la compagnie en raison de la situation sanitaire

Ainsi, depuis le 4 octobre, seuls trois allers-retours sont disponibles. Le dernier aura lieu le 16 octobre prochain, indique la compagnie. La reprise des rotations entre Pointe-à-Pitre et Fort-de-France à raison de deux allers-retours par semaine les vendredis et dimanches se fera à compter du 1er novembre.

Autre manque à gagner pour l'Express des Îles, l'impossibilité d'accoster dans les îles avoisinantes. Car, "les frontières extérieures de l'Union Européenne (et donc de la France) demeurent fermées avec les pays de l'OECS (dont la Dominique et Sainte Lucie) sans qu'aucune date ne soit donnée pour leur réouverture". Pour l'instant, la compagnie n'a pas d'autre choix que de suspendre les réservations vers ces destinations. Et ce, jusqu'au 30 novembre 2020 inclus.

Après un premier arrêt de deux mois des liaisons entre les îles soeurs, lors du confinement, c'est un nouveau coup dur pour l'Express.

## MARTINIQUE :

L'Américaine Katie Blair n'a pas réussi son défi entre Sainte-Lucie et la Martinique <https://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/sports/l-americaine-katie-blair-n-a-pas-reussi-son-defi-entre-sainte-lucie-et-la-martinique-562598.php>

La nageuse expérimentée a dû interrompre son aller-retour au milieu du canal de Sainte-Lucie, après avoir rallié la Martinique ce mardi et être repartie. Elle était attendue à Sainte-Lucie, ce mercredi (14 octobre), entre 5 et 7 h.

Elle avait visé haut : faire l'aller-retour entre Sainte-Lucie et la Martinique à la nage. Hier, Katie Blair, partie à 1 heure du matin, avait rejoint la plage des Salines, après 12 h 29 minutes et 06 secondes de nage.

A 14 heures, elle était repartie vers l'île anglophone qu'elle devait rejoindre entre 5 et 7 heures de nage, ce mercredi 14 octobre.

Les encouragements de Christophe Maleau

Malgré les encouragements du jeune Christophe Maleau, auteur d'un exploit phénoménal, (comme on le voit sur cette vidéo), l'expérimentée nageuse a dû renoncer ce mercredi matin, à cause d'une mer assez difficile. Le jeune garçon avait pris place sur un catamaran ce mardi pour accompagner la sportive américaine.

Elle avait déjà traversé un peu plus de la moitié du canal de Sainte-Lucie.

\*\*\*\*\*  
\*\*\* AFRIQUE DE L'EST \*\*\*  
\*\*\*\*\*

BURUNDI :

Burundi 1972, la CVR progresse tandis que le Sénégalais DOUDOU Diène affabule et occulte la vérité.

<https://www.burundi-forum.org/la-une/burundi-1972-la-cvr-progresse-tandis-que-le-senegalais-doudou-diene-affabule-et-occulte-la-verite/>

(Aussi en images) Aux antipodes avec l'esclavagiste de l'Afrique de l'Ouest, la CVR dans le dossier du génocide de 1972 avance à petit pas mais sûrement, comme dit-on, rien ne sert de courir il faut partir à point.

Point d'extraordinaire que Mr Doudou Diène adopte une attitude irréaliste quant aux droits de l'homme au Burundi, car dans son chef, des droits de l'homme il n'en a jamais été question, il sert strictement les intérêts de ses patrons, avant-hier esclavagistes, hier colonialistes et aujourd'hui néo-colons.

Historiquement, le Sénégal a été un pays de NEGRIERS NOIRS pendant l'Esclavage. Dans le Livre "PROPRIÉTAIRES D'ESCLAVES EN 1848 Martinique, Guyane, Saint-Barthélemy, Sénégal", Mme Inez Fisher-Blanchet, et Mme Oruno Lara, mettent en exergue un tableau avec les noms des SENEGALAIS -NEGRIERS-qui ont été PROPRIETAIRES D'ESCLAVES EN 1848. Une grande majorité de ces familles Sénégalaises NEGRIERES ont été propulsées pendant la COLONISATION par la FRANCE. Après l'indépendance du Sénégal le 20 août 1960, ces familles sont restées en SERVICE pour la FRANCAFRIQUE et aujourd'hui, avec le NEOCOLONIALISME, ce sont les petits enfants de ces derniers, qui occupent, pour la plupart, des postes dans les instances internationales ( ONU, FMI, BANQUE MONDIALE, OMC etc. ) comme des alliés indéfectibles de la France.

Le paradoxe est de voir ces petits fils de NEGRIERS entrain de défendre LES DROITS DE L'HOMME ... Ce que ressentent certains Sénégalais quand il voit un Africain ou un Burundais, c'est le regard qu'avait le NEGRIER SENEGALAIS vis à vis de son ESCLAVE NOIR... Voilà pourquoi le SENEGAL est un pays divisé en DEUX. Ainsi avec une partie du SENEGAL, il est impossible de mener des luttes PANAFRICANISTES pour bâtir l'Union Africaine.

Quant au dossier qui occupe nos propos, plus que le Parlement et le Sénat, séance tenante ou le Gouvernement burundais, à déclarer l'effectivité du génocide de 1972 contre les Hutu, après l'accumulation des preuves de cette horreur dont les plus Hautes autorités de l'Etat burundais et des confessions religieuses ont pu voir, toucher et quantifier sur le terrain à travers toute la République, en vue d'entamer, selon le droit international, la procédure de sa reconnaissance officielle.

Rien de nouveau, le soleil se lève toujours sans tenir compte de la cruauté ni de la barbarie du monde, sur les survivants, sur les saccagés de la vie, sur les bourreaux comme sur les saints. La violence intentionnelle et le basculement vers le néant commencent souvent par un phénomène de manipulation sociale, de déshumanisation des futures victimes et s'en suit logiquement une mise à mort. Le génocide de 1972 contre les hutu du Burundi a aussi suivi le même cheminement.

Les fosses communes déjà identifiées par la CVR Burundi: Bubanza :240; Bujumbura :250; Bururi :88; Cankuzo :41; Cibitoke :345; Gitega :640; Karusi :91; Kayanza :322; Kirundo :200; Mairie :74; Makamba :207; Muramvya :315; Muyinga :184; Mwaro :181; Ngozi :337; Rumonge :396 ; Rutana :119 ; Ruyigi :13 ; etc....

La reconnaissance est importante pour la guérison, pour la restauration humaine de l'âme comme du corps meurtri. Elle permet à la victime de se dire qu'elle compte aussi pour ses semblables, qu'elle fait encore partie du genre humain. Elle induit une ré-humanisation car la reconnaissance provoque chez le sujet une métamorphose, une reconnexion à la vie qui transcende l'horreur et qui permet de récupérer l'énergie et la force pour qu'en tant que survivant de nouveaux horizons s'ouvrent malgré les traumatismes encourus. Être vivant parmi les vivants.

La reconnaissance ouvre la possibilité que les survivants puissent, dans ce nouveau contexte, être accompagnés pour leur guérison par ce qu'on appelle dans le jargon de la psychothérapie, « des passeurs » pour transmettre l'après vie et la mémoire du passé afin de mieux vivre le présent tout en envisageant un autre avenir. Pour cela il faut rester engagé pour la vie et appliqué pour les générations futures. Pour livrer ce combat chacun a sa part de responsabilité. Pour la victime, la reconnaissance de ses souffrances endurées par des tierces personnes, par des institutions habilitées participe à sa guérison en tant qu'humain parmi les humains.

La ré-humanisation doit être portée sur la sollicitude et l'action au travers de la reconnaissance réparatrice sinon on renvoie le sujet à l'horreur. Autrement il faut garder l'ouverture et la possibilité d'aller vers l'humain, la possibilité de se ressembler comme un pilier de résistance à l'innommable pour enfin prendre soin de l'autre comme son semblable. Les Hutu du Burundi rescapés de l'hécatombe de 1972 sont encore dans cette quête de ré-humanisation vivifiante pour exorciser la cruauté et la barbarie endurées en 1972.

Depuis l'indépendance du Burundi un cycle de violence allant crescendo (1962, 1964, 1965, 1969, génocide de 1972, 1988, 1993-) a fait plusieurs victimes et malheureusement à ce jour, c'est l'impunité totale. Cette impunité peut en partie expliquer les violences qu'on observe au Burundi que l'on condamne mais pour lesquelles on n'apporte pas de remède curatif car il est aisément compréhensif que ce cycle de violence a rendu la société traumatique avec des frustrations enfouies et des perturbations psychiques non prises en charge à ce jour. Malheureusement et hélas, ce n'est pas du côté des personnalités comme Mr Doudou Diène qu'on trouvera l'issue à cette problématique, que du contraire.

La reconnaissance du génocide de 1972 permettrait à la société burundaise de faire un arrêt sur l'image et de panser les plaies encore ouvertes chez les rescapés et faire prendre conscience aux bourreaux qu'un crime contre l'humanité ne paye pas, de même, cela permettrait d'aborder sereinement les autres pogroms qui ont endeillé le Burundi pendant la période qui a suivi cette déchirure de la société burundaise. Cheminer vers une résilience individuelle et collective dans un Burundi ré-humanisé et au bénéfice de tous.

Les massacres de 1972 sont un véritable génocide au regard des textes internationaux en la matière car il y a eu une intention de détruire une composante de la population burundaise par le gouvernement Micombero, une décision marquant le début du génocide notamment le décret du 29 avril 1972, pris à midi et les massacres démarrant à 20h, un mode opératoire qui visiblement avait été mis au point de longue date :les listes des Hutu à tuer, la logistique, la communication, la manipulation de l'information pour faciliter les opérations de ratissage sur tout le territoire national, la diplomatie active qui permettait de garder l'opinion internationale dans l'ignorance, etc. On y trouve aussi les différentes institutions et personnalités internationalement de haut rang qui ont fait

des déclarations attestant qu'il s'agissait bel et bien d'un génocide. A ce jour, la procédure n'a pas encore commencé.

Tant que cette plaie ne sera pas refermée on peut affirmer qu'on est vraiment assis sur un volcan qui tôt ou tard finira par se mettre, à nouveau, en éruption et dans ce cas de figure personne ne peut prédire les dégâts mais on est sûr que des dégâts il y en aura. C'est dans ce cadre que l'intime conviction doit être faite que la meilleure prévention pour un Burundi socialement durable passe par la reconnaissance du génocide de 1972 par les instances habilitées également comme un ultime moyen pour commencer le travail titanesque de lutte contre l'impunité au Burundi et de restauration du tissu social pour des vivants parmi les vivants.

Ruvyogo Michel

\*\*\*\*\*

### **GENOCIDE DE 1972 CONTRE LES HUTU DU BURUNDI : 2.328 victimes exhumées à RUMONGE et MAKAMBA**

<http://burundi-agnews.org/genocide/genocide-de-1972-contre-les-hutu-du-burundi-2-328-victimes-exhumees-a-rumonge-et-makamba/>

JUSTICE, GENOCIDE, HISTOIRE – RUMONGE ( Stade de RUMONGE ), Vendredi 16 octobre 2020 – Accueillis par M. NITUNGA Consulateur, Gouverneur de la province RUMONGE. En présence remarquée DES PRESIDENTS DES 2 CHAMBRES PARLEMENTAIRES DU BURUNDI. Soit Hon. NDABIRABE Gélase Daniel , PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE DU BURUNDI, et Hon. SINZOHAGEZA Emmanuel, PRESIDENT DU SENAT DU BURUNDI. La Commission Vérité Réconciliation (CVR) du BURUNDI a organisé une prière œcuménique. Cloturant momentanément ses enquêtes et exhumations débutées le mardi 25 août 2020 dans le sud du BURUNDI. Ainsi le très respectable M. NDAYICARIYE Pierre-Claver, Président de LA COMMISSION VERITE RECONCILIATION (CVR) DU BURUNDI, une des personnalités les plus appréciées au BURUNDI. Informant, en bilan provisoire, que 170 fosses communes comprenant 2.328 victimes avaient été exhumées à MAKAMBA et RUMONGE. S'agissant de victimes du GENOCIDE DE 1972 CONTRE LES HUTU DU BURUNDI.

Faisant suite aux nombreuses découvertes de corps de victimes à travers tout le pays, la société civile burundaise demande UNE LOI SUR LE GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI EN 1972. Proposée par le GOUVERNEMENT et votée par le PARLEMENT DU BURUNDI [ <http://burundi-agnews.org/genocide-contre-les-hutu-du-burundi-en-1972/> ].

Chez les BARUNDI, HUTU [ <http://burundi-agnews.org/hutu> ] est le nom que porte un membre de la très puissante CORPORATION DE PRODUCTION DES BARUNDI ou CORPORATION DES METIERS DES BARUNDI. Très GRAND SYNDICATS BURUNDAIS, protecteur des TRAVAILLEURS BARUNDI.

A l'indépendance du BURUNDI, pour mettre fin à LA STRUCTURE SOCIO-ECONOMIQUE DE L'ANCIEN ROYAUME MILLENAIRE AFRICAIN DES BARUNDI -INGOMA Y'UBURUNDI -, les NEO-COLONS dont les familles des anciens COLONS et anciens ESCLAVAGISTES ( USA, VATICAN, FRANCE,et BELGIQUE ) , ont décidé de mettre au pouvoir au BURUNDI – LES HIMA BURUNDAIS [ <http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-l-accord-neo-colon-ntiruhwama-jean-et-la-belgique-dit-alliance-des-bahima-et-des-belges/> ] . Ainsi en 1972, le REGIME HIMA BURUNDAIS DU DICTATEUR MICOMBERO MICHEL a réalisé LE GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI ( 1ER GENOCIDE DES GRANDS LACS AFRICAINS ). Espérant

avoir détruit, mis à néant, définitivement TOUTE LA STRUCTURE D'INGOMA Y'UBURUNDI, fondée sur LA GESTION HARMONIEUSE DU SOCIO-ECONOMIQUE.

Les chiffres : On parle de 500.000 morts, de 1.000 000 de réfugiés sur une population d'alors de 3 Millions de Burundi.

\*\*\*\*\*

## **BURUNDI : NEOCOLONIALISME – Affaire RWAGASORE – L' Accord tacite UPRONA – BELGIQUE**

<https://burundi-agnews.org/genocide/burundi-neocolonialisme-affaire-rwagasore-l-accord-tacite-uprona-belgique/>

DEFENSE, SECURITE, HISTOIRE, POLITIQUE – BUJUMBURA, Lundi 12 octobre 2020

–L'Hon. GASHATSI Abel, Président de l'UPRONA et 2ème vice-président de l'Assemblée Nationale du BURUNDI, a sorti un communiqué. Destiné à la commémoration du 59ème anniversaire de l'assassinat du MUGANWA RWAGASORE Louis [1]. Assassiné le vendredi 13 octobre 1961.

N'accusant pas ouvertement LA BELGIQUE ( "certains Colons Belges" ). Pointant un doigt accusateur sur la Famille de Feu BARANYANKA Petero ( les chefs du Parti Démocrate Chrétien – PDC ). Faussement accusée dans cette AFFAIRE de l'assassinat de Feu MUGANWA RWAGASORE Louis [2].

Tout le monde sait que depuis la disparition du PDC de l'environnement politique burundais, le BURUNDI et les BARUNDI, avec l'UPRONA, ont connu LE GENOCIDE REGICIDE DU BURUNDI. Soit, en 40 ans de REGIME UPRONA, plus de 4,5 Millions de VICTIMES BURUNDI sur une population de plus de 9 Millions d'âmes actuellement [3].

Ainsi, Feu MUGANWA RWAGASORE Louis assassiné, dès le vendredi 13 octobre 1961, l'UPRONA fut pris d'assaut par LE VERITABLE RESEAU NEOCOLON BURUNDAIS [4] (cfr. NTIRUWHAMA ). La mort de Feu MUGANWA RWAGASORE était aussi celle du – COUP D'ETAT DANS L'UPRONA – .Voilà où se trouve LA SIGNATURE du – VERITABLE ASSASSIN DE FEU RWAGASORE-. LE DEBUT DU GENOCIDE REGICIDE DU BURUNDI.

M. NTIRUHWAMA Jean ( HIMA ) [5], Ministre burundais de l'Intérieur et de l'Information, en cette période cruciale et coloniale BELGE. Directement écarta ( avec l'aval de LA BELGIQUE ) Feu MIREREKANO Paul, futur Président de l'UPRONA. A témoigné M. KIRARANGAYA Boniface, à cette époque [6].

Cet Accord Tacite UPRONA – BELGIQUE avait été scellé en 1960 en BELGIQUE. Entre M. NTIRUHWAMA Jean et LA BELGIQUE ( ET LE VATICAN cfr. MALINE [7] ).

La JUSTICE BURUNDAISE, dont la Commission Vérité Réconciliation (CVR) du BURUNDI, doit investiguer d'avantage sur cet ACCORD qui persiste jusqu'aujourd'hui. Car le communiqué du lundi 12 octobre 2020 est explicite. En 2015, ce même Accord avait mis encore en DANGER la SECURITE de tout le BURUNDI.

Tant que l'UPRONA ne dénoncera et ne révélera rien sur cet ACCORD tacite avec LA BELGIQUE ( Accord Néo-Colon ). Cette organisation politique, UPRONA, devrait être interdite au BURUNDI. Car c'est elle jusqu'aujourd'hui qui informe LE RESEAU NEO-COLON sur tout ce qui se passe au niveau TOP secret de L'ETAT DU BURUNDI.

D'où L'AFFAIRE RWAGASORE était aussi celle du COUP D'ETAT DANS L'UPRONA. LE DEBUT DU GENOCIDE REGICIDE DU BURUNDI.

NOTES :

[1] Communiqué de presse du parti UPRONA à la veille de la commémoration du 59ème anniversaire de l'assassinat du Prince Louis RWAGASORE le 13/10/1961, <http://burundi->

agnews.org/wp-content/uploads/2020/10/bdi\_burundi\_communique\_uprona\_rwagasore\_12102020.pdf

[2] BURUNDI :MUGANWAFeuRWAGASORE,59 ème commémoration en sa mémoire –<http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-muganwa-feu-rwagasore-59-eme-commemoration-en-sa-memoire/> | BURUNDI : Les BARANYANKA n’ont pas assassiné Feu RWAGASORE ,<http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-les-baranyanka-nont-pas-assassine-feu-rwagasore/>

[3] LE GENOCIDE DE 1972 CONTRE LES HUTU DU BURUNDI ,<http://burundi-agnews.org/genocide-contre-les-hutu-du-burundi-en-1972/>

[4] BURUNDI :L’Accord néo-colonNTIRUHWAMAJean et la BELGIQUE, dit Alliance des BAHIMA et des BELGES ,<http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-l-accord-neo-colon-tiruhwama-jean-et-la-belgique-dit-alliance-des-bahima-et-des-belges/> | Burundi : Le 2ème Coup d’Etat Belge de 1959 a destitué Mwambutsa IV ,<http://burundi-agnews.org/histoire/burundi-le-2eme-coup-detat-belge-de-1959-a-destitue-mwambutsa-iv/>

[5] LeHIMA,MUHIMAouBAHIMAauBURUNDI:<http://burundi-agnews.org/hima/>

[6] Témoignage de NDIHO Jérôme sur Feu MIREREKANO Paul, @ribNews, 19/10/2009 – [http://www.arib.info/index.php?option=com\\_content&task=view&id=1253&Itemid=93](http://www.arib.info/index.php?option=com_content&task=view&id=1253&Itemid=93)

[7] BURUNDI, Jean-Paul HAROY

\*\*\*\*\*

## **BURUNDI : MUGANWA Feu RWAGASORE, 59 ème commémoration en sa mémoire**

<https://burundi-agnews.org/afrique/burundi-muganwa-feu-rwagasore-59-eme-commemoration-en-sa-memoire/>

HISTOIRE, SOCIETE, COLONISATION, GENOCIDE REGICIDE – BUJUMBURA, Mardi 13 octobre 2020 – S.E. NDAYISHIMIYE Evariste ( Général Major ), Président du BURUNDI, accompagné de son épouse S.E. Mme NDAYUBAHA Angeline, Première Dame du BURUNDI, étaient à la messe. Organisée en mémoire du MUGANWA Feu RWAGASORE Louis, Héros national. Assassiné il y a 59 ans. Assistées à cette cérémonie toutes les hautes personnalités du pays. Dont la famille du MUGANWA Feu RWAGASORE. Clôturée par le dépôt des gerbes de fleurs sur son mausolée.

Le vendredi 13 octobre 1961, L’ALLIANCE NEOCOLONIALE ( USA, VATICAN, FRANCE, BELGIQUE, HIMA BARUNDI ) [1] décida d’amorcer sa décision d’en finir avec LE ROYAUME MILLINAIRE DES BARUNDI – INGOMA Y’UBURUNDI. Après ce crime contre le MUGAMWA FEU RWAGASORE, s’en suivra ceux des BAGANWA

BARANYANKA [2]. Accusés faussement par LE COLON BELGE et LES HIMA du meurtre du MUGAMWA FEU RWAGASORE. Puis, celui du MUGANWA Feu KAMATARI Ignace.

En octobre 1965, échappant à un assassinat, le MWAMI Feu MWAMBUTSA réussit de justesse à prendre la fuite.

Ainsidès novembre 1966, cefutlafind’INGOMAY’UBURUNDI [3]...Enattendantl’assassinat duMWAMIFeuNTAREV NDIZEYE Charles, le samedi 29 avril 1972. Amorçant LE GENOCIDE DE 1972 CONTRE LES HUTU BARUNDI [4]. Étant UN GENOCIDE–RECIGIDE !

Pour rappel, LA DYNASTIE DES BAGANWA était une ALLIANCE, cimentée autour de l’UBUNTU, remise à jour entre LES IMIRYANGO DE LA REGION DES GRANDS LACS au 15ème siècle. Fondée sur LA GRANDE ALLIANCE PRECEDENTE, qui était celle de LA DYNASTIE DES BALENGE ( Du 13ème av.ère au 15ème ap.ère ) [5]

L’ALLIANCE DES BAGANWA ( 15ème ap.ère au 20 ème ap.ère ) avaient été scellée sur UBURUNDI ( d’où INGOMA Y’UBURUNDI ) par les 3 principaux IMIRYANGO, celles : des BAHANZA, des BAJIJI, et des BASHUBI.

La fin du ROYAUME DU BURUNDI – INGOMA Y’UBURUNDI – en 1966 fut l’anéantissement de cette DYNASTIE DES BAGANWA.

Oui ! La mort du MUGANWA Feu RWAGASORE est UN CRIME COLONIAL.

NOTES :

[1] BURUNDI :L’Accord néo-colonNTIRUHWAMAJean et la BELGIQUE, dit Alliance des BAHIMA et des BELGES ,<http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-l-accord-neo-colon-tiruhwama-jean-et-la-belgique-dit-alliance-des-bahima-et-des-belges/> Burundi : Le 2ème Coup d’Etat Belge de 1959 a destitué Mwambutsa IV ,<http://burundi-agnews.org/histoire/burundi-le-2eme-coup-detat-belge-de-1959-a-destitue-mwambutsa-iv/>

[2] BURUNDI : LesBARANYANKAn’ont pas assassiné FeuRWAGASORE,<http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-les-baranyanka-nont-pas-assassine-feu-rwagasore/>

[3] BURUNDI : Le 28 Novembre 1966 – Fin du Royaume millénaire des Barundi,<http://burundi-agnews.org/globalisation-mondialisation/burundi-le-28-novembre-1966-fin-du-royaume-millenaire-des-barundi/>

[4] LE GENOCIDE DE 1972 CONTRE LES HUTU DU BURUNDI ,<http://burundi-agnews.org/genocide-contre-les-hutu-du-burundi-en-1972/>

[5] LA GRANDE HISTOIRE DU BURUNDI ,[http://burundi-agnews.org/histoire\\_du\\_burundi.htm](http://burundi-agnews.org/histoire_du_burundi.htm)

TANZANIE :

### **Kilimanjaro fire has destroyed 95.5 square KM of vegetation**

<https://www.thecitizen.co.tz/news/Kilimanjaro-fire-has-destroyed-95-5-square-KM-of-vegetation/1840340-5632630-3b13dc/index.html>

Saturday October 17 2020

The Tanzania National Parks Authority (Tanapa) has today said the fire that erupted on Sunday afternoon on Mt Kilimanjaro has destroyed an estimated 95.5 square KM of vegetation on Africa’s highest peak.

\*\*\*\*\*

Five issues removed from union contentious matters’ list

<https://www.thecitizen.co.tz/news/Five-issues-removed-from-union-contentious-matters--list/1840340-5632826-9a5eu6/index.html>

Saturday October 17 2020

Government officials from the United Republic of Tanzania (URT) and the Revolutionary Government of Zanzibar (RGZ) inked agreement on resolved issues from the list of union contentious issues.

RWANDA :

### **Le Rwanda se lance dans le commerce de cannabis thérapeutique**

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201014-le-rwanda-lance-le-commerce-cannabis-th%C3%A9rapeutique>

Lors d'un Conseil des ministres lundi, le gouvernement a donné le feu vert à la production et à l'exportation de la plante dans le but d'une commercialisation pour un usage thérapeutique. Le Rwanda compte ainsi se tailler une part de ce marché évalué à des dizaines de milliards de dollars au niveau mondial.

De notre correspondante à Kigali, Laure Broulard

Bientôt des champs de cannabis pousseront sur les collines rwandaises... Le compte rendu du Conseil des ministres qui a eu lieu lundi évoquait seulement la « production de plantes à usage thérapeutique à forte valeur économique », mais dans une interview à la télévision nationale mardi, le ministre de la Santé Daniel Ngamije a levé le doute : « La production de cannabis sera encadrée par des mesures strictes dans des zones dédiées et les fermiers devront avoir une autorisation spéciale », a-t-il précisé.

Le Rwanda souhaite avoir sa part du marché mondial de cannabis, qui représente plusieurs dizaines de milliards de dollars. Toutefois, le ministre a insisté sur un point : les récoltes seront entièrement exportées et vendues à l'industrie pharmaceutique tandis que la consommation dans le pays, elle, reste illégale et sévèrement punie.

L'or vert

Pour le Rwanda, c'est une nouvelle stratégie visant à réduire son déficit commercial et à créer des emplois. Le gouvernement a annoncé avoir déjà commencé à discuter avec des investisseurs potentiels et vise principalement les marchés canadien, américain et européens, sans donner plus de précisions.

Sur le continent africain, en tout cas, le potentiel du cannabis séduit de plus en plus. Le Rwanda rejoint ainsi le Lesotho, le Zimbabwe, ou encore l'Ouganda qui ont déjà légalisé la production de ce nouvel or vert.

\*\*\*\*\*

### **Vincent Lurquin empêché de voir Paul Rusesabagina au Rwanda: "C'est la première fois que des autorités m'interdisent de rencontrer un client"**

<https://www.dhnet.be/actu/faits/le-rwanda-a-interdit-a-vincent-lurquin-de-voir-son-client-paul-rusesabagina-5f85ea739978e252fc6dbb57>

"Le Rwanda m'a interdit de le voir en prison. De quoi ont-ils peur ?"

RDC CONGO :

**Le Burundi alerte sur « un mouvement de recrutement des jeunes de son pays par le Rwanda pour attaquer la RDC »**

<https://cas-info.ca/2020/10/le-burundi-alerte-sur-un-mouvement-de-recrutement-des-jeunes-de-son-pays-par-le-rwanda-pour-attaquer-la-rdc/>

17 octobre, 2020 - Par Siméon Isako | L'information a été livrée par le ministre Burundais de la défense. Elle a été confirmée à CAS-INFO par plusieurs sources au ministère de la défense nationale de la RDC.

Selon Ingénieur Alain Tribert Mutabazi, ministre de la défense et anciens combattants du Burundi qui signale « le recrutement des jeunes de son pays par le Rwanda pour renforcer son front et attaque contre la RDC », cette opération été suspectée il y a bien longtemps.

Ces informations ont été également données au cours de la rencontre des ministres de la défense de la communauté des pays des Grands-Lacs, organisée le 14 octobre dernier et conduite par le ministre de la défense du Congo Brazzaville, et président en exercice.

La Zambie, l'Ouganda, le Burundi, la Tanzanie, le Rwanda, l'Angola, la RCA, le Soudan du sud, ont tous été représentés par leur ministre de la défense.

La rencontre par visioconférence, avait tourné autour de l'éradication de l'insécurité, et le maintien de la paix, au sein de la sous région.

Parmi les points analysés figurait aussi le renforcement de la capacité de la force régionale, FIB, préparée pour jouer le rôle important, en remplacement des forces de la MONUSCO, dont le mandat expire au mois décembre.

Dans son intervention, Aimé Ngoi-Mukena , ministre de la défense de la RD Congo, avait appelé ses collègues à travailler pour boucher tous les postes vacants au sein du secrétariat général de leur structure, pour lui permettre de bien jouer son rôle, tout en mettant l'accent sur le poste du chargé de la « Paix et sécurité dont le rôle est majeur ».

Le ministre congolais de la défense qui avait aussi suggéré, que le système de suivi de mesures prises lors de différentes rencontres, soit redynamisé, a renouvelé la candidature de la RDC, au poste du président, au prochain Mandat.

\*\*\*\*\*

**Affaire Minembwe : l'Assemblée nationale lève l'option d'interpeller Ruberwa**

<https://www.digitalcongo.net/article/5f89aa972a785e0017335229/>

Kinshasa 16-10-2020 Politique - Le ministre d'Etat en charge de Décentralisation et Réformes institutionnelles, Azarias Ruberwa, devra se présenter dans les tous prochains jours devant les élus nationaux.

Il est le seul à être interpellé parmi les trois membres du gouvernement qui est attendus : le Premier ministre Ilunga Ilunkamba, la ministre des Affaires étrangères Marie Tumba et le ministre de Décentralisation.

Ce dernier devra éclairer l'opinion à travers la Chambre basse sur l'installation de bourgmestre de Minembwe, sur l'objet de la mission, la présence de l'ambassadeur des USA en RDC à cette cérémonie et du ministre de la Défense.

Cette interpellation, qui a été initiée par le député Muhindo Nzangi, pourrait être transformée en une motion de défiance au cas où les réponses du patron de la Décentralisation sont jugées non convaincantes par l'initiateur de l'interpellation.

Entre temps, du côté de l'opposition et de la société civile, on exige la démission de Ruberwa accusé de préparer l'expropriation de Minembwe au profit des Banyamulenge.

Théodore Ngangu (TN/PKF)

\*\*\*\*\*

### **Lamuka : la coordination tournante passe de 3 à 6 mois**

<https://www.digitalcongo.net/article/5f84545e0c042a001713399e/>

Kinshasa12-10-2020Politique - Martin Fayulu a pris la tête de la plateforme Lamuka ce lundi 12 octobre en remplacement d'Adolphe Muzito dont le mandat devait expirer depuis avril 2020.

Après plusieurs reports, la cérémonie de remise-reprise à la tête de la coordination de la plateforme politique Lamuka a eu lieu finalement ce lundi 12 octobre à Kinshasa entre Martin Fayulu et Adolphe Muzito.

La plateforme a également revu sa convention, en modifiant notamment la durée du mandat tournant à sa coordination. Elle passe de trois à six mois.

Ainsi, Martin Fayulu sera-t-il à la tête de la plateforme jusqu'au 10 avril. Moïse Katumbi prendra le relai jusqu'au 10 octobre pour laisser la place à Jean-Pierre Bemba. Adolphe Muzito occupera la tête de la plateforme à un moment décisif qui coïncidera avec la veille de l'année électorale, soit du 10 avril au 10 octobre.

Un autre détail. Le passage du pouvoir se fera désormais automatiquement sans une cérémonie de remise-reprise.

Martin Fayulu a pris la tête de la plateforme Lamuka en remplacement d'Adolphe Muzito dont le mandat devait expirer depuis avril 2020. Ce dernier a bénéficié d'un glissement de six mois.

Socrate Nsimba (SNK/Yes)

UGANDA :

### **Uganda's 19-year-old Jacob Kiplimo wins World Half Marathon**

<https://africa.cgtn.com/2020/10/17/ugandas-19-year-old-jacob-kiplimo-wins-world-half-marathon/>

By Jerry Omondi -

Uganda's Jacob Kiplimo has won the World Half Marathon title in a championship record 58:49.

The 19-year-old becomes the first Ugandan athlete to achieve the feat.

Kiplimo's victory on Sunday added the gloss to an already stellar year for Uganda's athletics, thanks in a huge part to Joshua Cheptegei, the world record holder of the 5,000 meters race.

Cheptegei also took part in the Half Marathon and finished fourth.

Kenya's Kibiwott Kandie clocked a time of 58:54 to walk away with the silver medal while Ethiopia's Amedework Walegnwhile crossed the finish line in a time of 59:08 to win bronze.

Following Jacob's win and Cheptegei's performance, Uganda's President Yoweri Museveni took to Twitter to thank the duo for representing their country as they did.

\*\*\*\*\*

### **TLG Capital acquiert 49 % d'Opportunity Bank Uganda**

<https://www.agenceecofin.com/finance/1210-81226-tlg-capital-acquiert-49-d-opportunity-bank-uganda>

Chamberline Moko - 12 octobre 2020 16:49 (Agence Ecofin) - La holding d'investissement TLG Capital a racheté 49 % d'Opportunity Bank Uganda. La vente de ses actions a coûté environ 10,6 millions \$ à son acquéreur. Cette nouvelle transaction permet à TLG Capital d'étendre sa présence et de diversifier ses actifs sur le marché ougandais.

TLG Capital est devenu le premier actionnaire d'Opportunity Bank Uganda Limited (OBUL) suite à l'acquisition de 49 % de la banque commerciale ougandaise.

La holding d'investissement qui cible des opportunités en Afrique subsaharienne a déboursé environ 9 millions d'euros, équivalant à 10,6 millions \$ pour ce rachat. La transaction a été réalisée via son véhicule d'investissement dédié au financement de PME, Credit Opportunities Fund (COF).

Principal actionnaire avec 49 % de parts, TLG Capital va diriger la banque aux côtés de trois autres actionnaires, Opportunity International Group, Faulu Ouganda et Food for the Hungry qui détiennent respectivement 43, 7 et 1 % de parts dans le capital de la banque.

L'accord de cession reste soumis à l'approbation de la Banque centrale ougandaise. Il devrait être finalisé d'ici le 31 octobre. Avec cette opération, l'investisseur TLG Capital diversifie sa présence sur le marché ougandais.

En dehors du secteur bancaire, la holding est présente dans le secteur des soins de santé, de la vente de produits pétroliers et des biens de consommation.

L'entité ayant consenti de vendre ses 49 % de parts au sein d'Opportunity Bank Uganda est la fintech luxembourgeoise MyBucks S.A. En difficulté, cette société de technologie financière a accepté de céder ses actions détenues au sein de deux établissements bancaires en Ouganda et au Malawi pour réduire une partie de son endettement et se restructurer.

Rappelons que c'est en 2016 que MyBucks S.A est entrée au capital d'Opportunity Bank Uganda.

\*\*\*\*\*

### **Museveni, Kagame discuss great lakes region security**

<https://www.newvision.co.ug/news/1529009/museveni-kagame-discuss-great-lakes-region-security>

By David Lumu - Added 10th October 2020 07:45 PM The meeting comes after about eight months since Museveni and Kagame held a one-day quadripartite summit at no-man's land near Gatuna-Katuna border. President Yoweri Museveni and his Rwandan counterpart, Paul Kagame, have held talks on a number of issues, including the need to stabilise the border situation.

The high-level virtual video conference on Wednesday was also attended by Presidents Joao Lourenco (Angola) and Felix Tshisekedi (DR Congo), who are witnesses to talks geared at resolving long-standing border disputes between Kampala and Kigali and also normalise relations between Uganda and Rwanda.

According to a communique issued during the mini-summit, Museveni, Kagame, Tshisekedi and Lourenco discussed issues of 'common' interest.

"The mini-summit offered the heads of state the opportunity to discuss subjects of common interest, with a view to strengthening good neighbourly relations between the countries concerned and strengthening of co-operation for pacification and stabilisation of eastern DR Congo and the Great Lakes region," the communique read.

The four leaders, the communique added, also reviewed the "security situation" within the Great Lakes region.

"The four countries reviewed the security situation in the Great Lakes region and recalled the Addis Ababa Framework Agreement of February 2013, which affirms the security concerns of the countries of the Great Lakes region. In this regard, they reaffirmed their willingness to combine efforts to eradicate the armed groups operating in the Great Lakes region," the communique read.

During the meeting, the leaders also strongly 'condemned' insurgent forces within the region.

The four presidents also reaffirmed their determination to consolidate co-operation and joint exploration of economic opportunities, especially the facilitation of cross-border trade and infrastructure development in order to foster regional integration and consolidation of peace and security within the region.

The Wednesday meeting comes after about eight months since Museveni and Kagame held a one day quadripartite summit at no-man's land near Katuna border in February this year.

The border meeting was also attended by Lourenco and Tshisekedi.

Since Rwanda closed its border last February, there have been a series of negotiations between Kampala and Kigali to at least open the border to allow local trade to flourish.

Following the closure, Ugandan motorists were blocked from entering Rwanda through Katuna border in Kabale district, Cyanika in Kisoro district and Kamwezi border in Rukiga.

Kigali initially attributed the closure of the border to construction works but later acknowledged that it was a result of diplomatic tensions between the two countries.

In August last year, Museveni and Kagame signed an agreement in the Angolan capital, Luanda, agreeing to end months of diplomatic and trade tensions.

The two leaders also agreed to release prisoners, refrain from 'destabilising' each other, protect citizens' human rights, set up an ad hoc team to guide talks, and to meet again tomorrow at Katuna border.

During the August summit in Luanda, Museveni and Kagame also agreed to take steps to ease tensions that resulted in Rwanda's closure of its border.

To propel the talks, an ad hoc commission was set up comprising of foreign ministers of both countries and others from DR Congo and Angola to lead the talks. The adhoc commission has since held about three meetings, one in Kampala and two in Kigali, where matters regarding cross border ties have been extensively discussed.

With the emergence of the COVID-19 pandemic, the talks had taken a silent mode. However, on Wednesday, the leaders held a virtual conference, which international relations experts, say is a gesture of the rejuvenation of the talks.

According to the communique, the leaders also discussed the COVID-19 pandemic and its related challenges.

"The Heads of State deplored the harmful effects of the coronavirus disease, particularly the loss of human lives recorded in the region and globally as well as its negative impact on economies.

KENYA :

### **Reality dawns as KDF gears up for smooth exit from Somalia**

<https://www.the-star.co.ke/news/big-read/2020-10-18-reality-dawns-as-kdf-gears-up-for-smooth-exit-from-somalia/>

Somali Security Forces have attained a reasonable degree of capacity to take over from Amisom

The Somalia National Defence Forces will soon have to take over security of their country.

The reality of KDF exiting Somalia by 2021 has started taking shape. The Star has established that the troops under Amisom have started gearing up for an exit.

This will likely bring to an end a decade of KDF's presence in Somalia under Amisom's Concept of Operations (Conops).

Since Amisom took over military operations, its mandate has primarily been geared towards empowering the Somali Security Forces (SSF) through mentorship.

Multiple sources at the Department of Defence told the Star that currently, Somali forces are increasingly conducting independent operations, following mentorship by respective troops under Amisom.

According to the sources, Amisom has been conducting Operational Readiness Assessments (ORA) annually across Somalia.

The purpose of the assessment has been to establish the manning levels, standards of training and capability in each region.

“From the assessment reports, it is apparent that the SSF have attained a reasonable degree of capacity but still require more support and time to achieve optimal readiness,” the source said.

[...] President Uhuru Kenyatta has always indicated that KDF will be committed in Somalia until a lasting solution is found.

But the source said Kenyan troops in Somalia currently operate under Amisom as mandated by the UN to which Kenya is a member state.

“Beyond the Somali stabilisation effort and the transition plan, KDF will continue to provide defence to Kenya as constitutionally mandated,” the source said.

“KDF has conducted many Peace Support Operations around the world over the years. From this wide experience, KDF/Amisom envisions a smooth transition process. This process is well guided by the Somali Transition Plan.

The exit, sources said, will see now the elite men and women focus on their constitutional mandate. This is protection against internal and external threats to Kenya's territorial integrity and sovereignty, its people and their rights, freedoms, property, peace, stability and prosperity and other national interests.

The troops are happy that their experience in Somalia, which started with the successful Operation Linda Nchi, saw them rehatted to Amisom.

It has been a decade of tough mission in which the troops won majorly against the terror groups and also suffered casualties, memories that will live with them forever.

\*\*\*\*\*

### **The US has not threatened to revoke President Uhuru Kenyatta’s visa**

<https://www.the-star.co.ke/news/fact-checker/2020-10-17-the-us-has-not-threatened-to-revoke-president-uhuru-kenyattas-visa/>

Pompeo's statement does not specifically mention Uhuru as claimed in the post.

A Facebook post claiming that United States Secretary of State Mike Pompeo issued a statement threatening to revoke President Uhuru Kenyatta’s visa is FALSE.

The post says this is part of a “raft of sanctions” that the US has threatened to effect should President Kenyatta’s administration continue to ‘curtail’ the freedom of assembly and association.

According to the post, the threats made by the US follows the government's move to ban public rallies, an act seen as targeting Deputy President William Ruto’s campaigns.

It says Pompeo’s statement, issued on October 8, 2020, expresses concern over the shrinking political space in Kenya, saying repression and intimidation have no place in democracies.

The post, published by the Daily Star, was also shared on various platforms on Facebook, including Kenya Breaking News/ Kenya Siasa, Hon G K Malema and Magufuli Benjamin.

\*\*\*\*\*

### **Les déchets plastiques US au Kenya : une catastrophe écologique**

<https://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/les-dechets-plastiques-us-au-kenya-227592>

Philippe Rosenthal mercredi 14 octobre 2020 - Voilà un scandale écologique qui risque de mettre en colère Greta Thunberg et toutes les organisations écologiques des pays occidentaux, mais aussi le mouvement panafricain. En effet, un accord commercial et exclusif a été lancé à travers des discussions entre Washington et Nairobi qui prévoit l'exportation des déchets plastiques américains au Kenya. La Chine n'en veut plus, alors les Etats-Unis cherchent donc de nouvelles destinations pour s'en défaire.

Aux Etats-Unis, les habitants consomment 16 fois plus de plastiques que la moyenne des pays pauvres. Dans le monde, 500 millions de tonnes de déchets américains sont exportés chaque année et le continent africain pourrait bientôt devenir leur nouvelle destination par le truchement du Kenya. Les autorités kenyanes, en effet, parlementent depuis quelques mois avec les Etats-Unis pour obtenir un accord commercial exclusif qui vise l'envoi des déchets plastiques américains en destination de Nairobi. C'est derrière un projet humanitaire, qui dit que cela est pour aider le Kenya à développer une industrie du recyclage, ayant pour objectif de donner des milliers d'emplois au pays, que tout se passe. Le projet veut aussi que ce pays d'Afrique de l'Est puisse, à terme, devenir un centre stratégique pour renvoyer ce plastique une fois recyclé en direction d'autres pays du continent africain où la demande explose. Selon cet accord commercial, les produits kenyans pourraient aussi avoir accès au marché des Etats-Unis, ce qui intéresse le Kenya en raison de son économie devenue très fragile avec la Covid-19.

Le Kenya n'a cependant pas la capacité actuellement de gérer des millions de tonnes de plastiques en provenance des Etats-Unis car la gestion des déchets y est déjà tout simplement catastrophique dans ce pays. La décharge à ciel ouvert de Dandora, par exemple, avec dedans ces bidonvilles, non loin de la capitale de Nairobi, montre déjà cette totale incapacité à résoudre les ordures du pays où l'on peut voir une immense montagne de déchets monter en volume avec l'augmentation de la population urbaine. Bien sûr, Greenpeace Afrique, avec son responsable Frederick Njehu basé à Nairobi, tente d'intervenir pour refuser cet accord commercial avec les Etats-Unis. L'ONG écologiste déclare que « le Kenya n'a absolument aucune capacité de recyclage et encore moins de stockage pour des millions de tonnes de déchets qui viendraient des Etats-Unis. De plus, seuls 7% de ces déchets peuvent être effectivement recyclés et avoir ainsi une valeur. Le reste terminera dans les décharges. C'est une menace énorme pour la vie marine, les rivières, les sols, sans parler des fumées toxiques qui s'en dégageront ».

La situation est facile pour les Etats-Unis à un moment où la crise de la Covid-19 fragilise économiquement le Kenya. « Cet accord commercial est totalement déséquilibré. Nous négocions avec plus fort que nous. Le Kenya va devoir revoir à la baisse ses standards environnementaux au nom des investissements américains et d'un libre accès à leur marché. Par extension de cet accord, les Américains voudront à l'avenir exploiter nos ressources naturelles ce qui compromettra notre développement. Ce qui nous inquiète également c'est que le Kenya sera forcé de changer des lois », explique aussi Frederick Njehu. Actuellement, le pays, a une loi en date de 2017 qui interdit l'importation des sacs plastiques, une loi, paradoxalement, la plus stricte au monde qui met en prison en cas de sa violation. Aussi, cet accord commercial fera intervenir inévitablement une réforme de ce texte écologique unique et précieux qui, en outre, a été largement soutenu par la communauté internationale au moment de sa mise en forme.

A partir du mois de décembre, les discussions devraient repartir et avancer dans le but d'aboutir. Même si les responsables politiques de ce pays africain ne disent rien de nouveau sur l'avancée de cet accord sur les ordures américaines, le président kenyan, qui doit quitter sa fonction en 2022, a montré sa volonté, il y a juste quelques mois de le conclure rapidement. En effet, un tel accord serait le premier accord bilatéral commercial signé entre les Etats-Unis et un pays d'Afrique subsaharienne, une première que les responsables politiques ne semblent pas vouloir perdre.

source :<http://www.observateurcontinental.fr/?module=articles&action=view&id=2051>

SOUTH SUDAN :

### **Regional leaders in Juba to witness Sudan peace deal signing**

<https://www.newvision.co.ug/news/1528412/regional-leaders-juba-witness-sudan-peace-deal-signing>

By John Tugume Added 3rd October 2020 02:15 PM - South Sudan President Salva Kiir Mayardit has been mediating the talks on behalf of Intergovernmental Authority on Development (IGAD).

JUBA - Several heads of state from the Great Lakes region have arrived in Juba, South Sudan to witness the signing of the final Sudan Peace Agreement aimed at restoring peace in Sudan.

Uganda is being represented by Prime Minister Dr Ruhakana Rugunda while leaders from Ethiopia, Somalia, Chad among others have also arrived at the Freedom Square to witness the historic event that is expected to end 17 years of conflict in Sudan.

South Sudan President Salva Kiir Mayardit has been mediating the talks on behalf of Intergovernmental Authority on Development (IGAD).

The secretary of the mediation committee, Dhieu Mathok, said at least 13 rebel factions have agreed to end hostilities with the Khartoum government.

Today's peace deal is a follow-up of the one signed on August 31, where Sudan's government and the main rebel alliance agreed on a peace deal to end 17 years of conflict.

\*\*\*\*\*

### **South Sudan Cattle Raiders Sentenced to Death by Hanging**

<https://www.voanews.com/africa/south-sudan-focus/south-sudan-cattle-raiders-sentenced-death-hanging>

October 13, 2020 03:32 PM By Deng Ghai Deng - BOR, SOUTH SUDAN - A judge in South Sudan's Jonglei state has sentenced two men to death for stealing two cows and killing the man who owned the animals.

Officials say they hope the judge's sentence will deter other cattle raiders in Jonglei, where cattle raiding and child abductions are rampant.

High court judge John Yiel Aleu sentenced 30-year-old Kuorwel Majok Mayom and 25-year-old Chol Manyiel Jool to death by hanging on Tuesday in the state capital, Bor.

Majok and Manyiel were found guilty of killing John Buol Dut and stealing his cows last December when the cattle were being moved from Bor to Awerial County in Lakes state.

The judge said the death penalty was appropriate for the crimes committed.

"The court followed its procedures and today it passed its judgment that the accused Kuorwel Majok and Chol Manyiel have been convicted under Section 305 and 206 penal code act 2008 and they are sentenced to death," he announced in court.

Michael Khor Dut, a brother to the deceased, welcomed the punishment.

"This gentleman was killed intentionally. Why? Because of his cattle. He was not a cattle keeper, he was just a university student who was taking his cows to the cattle camp," said Dut.

Malueth Nyok, an uncle to both convicted men, called the ruling unfair. Nyok argued there was no direct evidence introduced in court that linked his nephews to Dut's murder.

"There is no evidence that shows that these gentlemen beat the deceased with the stick, no one saw them doing that. We see that cattle get lost and these cattle were lost and that is why they were being kept so that the owner would come and take them," Nyok told VOA's South Sudan in Focus.

The family will appeal the ruling within the next 14 days, according to Nyok.

Strong message

Although cattle raids and child abductions are common in Jonglei state, very few suspected cattle raiders are ever arrested or prosecuted.

Activist David Garang with the Jonglei Civil Society Alliance said capital punishment sends a strong message to would-be cattle raiders.

"If they are sentenced to death, that is the right way of doing it because there is no one who has the right to take another person's life, so it is a very good step for the justice to take its course because this time here we need justice to prevail. If there is justice, then all these atrocities will stop," Garang told South Sudan in Focus.

Garang said communities will only be safe when cattle raiders, child abductors and other perpetrators of serious crimes are arrested and brought to justice.

SUDAN :

### **How lawyers are delaying Bashir's coup trial**

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/rest-of-africa/how-lawyers-are-delaying-bashir-s-coup-trial--2470848>

Tuesday October 13 2020 By MAWAHIB ABDALLATIF More by this Author - Trial prosecutors in Sudan have been facing technical hitches in the case against ousted president Omar al-Bashir and others accused of masterminding a 1989 coup that brought him to power.

This past week, a defence team representing Mr Bashir and a group of former senior officials who served in his government walked out of a trial session to protest what they called an unfair run of the case.

The case was supposed to begin in July, but defence lawyers protested the venue of the trial in Khartoum three times, claiming that it was a health hazard due to the pandemic. The venue was moved to the new headquarters of the Police Officers Training Institute for Forensics — still in Khartoum.

Last week, the defence lawyers claimed the country's Attorney General addressed the court on charges facing the accused even though he created the accusations and investigations team that led to the creation of the special tribunal.

The lawyers claimed the presiding judge refused to hear their arguments relating to the presentation on the accused by the Attorney General, and they walked out before he finished his speech.

Mr Bashir's lead lawyer Mohamed Al-Hassan Al-Amin said the Attorney General had turned the prosecution into defence.

\*\*\*\*\*

### **Sudan's PM sacks Kassala governor after unrest, port blockade**

<https://www.aljazeera.com/news/2020/10/13/sudans-pm-sacks-kassala-governor-after-unrest-port-blockade>

13 Oct 2020 - Sudan's Prime Minister Abdulla Hamdok fired Saleh Ammar, a member of the Beni Amr tribe, following weeks of protests and clashes with the rival Beja tribe.

A provincial governor in eastern Sudan has been fired after deadly inter-tribal unrest in the region and a blockade of the country's lifeline port, state news agency Suna said.

It said Prime Minister Abdalla Hamdok fired the governor of Kassala state, Saleh Ammar, a civilian and member of the Beni Amr tribe on Tuesday.

Ammar was named governor of Kassala in July, when Hamdok appointed civilian governors for the country's 18 provinces. The move was seen at the time as a key step forward in Sudan's transition to democracy.

His appointment led to protests and clashes with the rival Beja tribe. He was barred from entering Kassala and remained in the capital, Khartoum, before the protests escalated in August leaving at least three dead and dozens more injured.

Tensions have since been running high in the region.

Port Sudan on the Red Sea port reopened last week after a three-day blockade by Beja protesters about an October 3 peace deal in which they said their tribe was sidelined.

The deal, ratified in the South Sudanese capital, Juba, was focused on resolving conflicts in the western Darfur region and southern states of Blue Nile and South Kordofan.

Groups from other regions also signed, but some in the east said the two factions that participated in the “eastern track” of the peace process do not represent political forces on the ground.

According to the Beja, the region’s representatives who signed the deal between rebel groups, political movements and the government came from the Beni Amer.

The peace deal has been hailed by the international community as a key milestone to ending decades of war in Sudan.

The African country is on a fragile path to democracy after a popular uprising led the military to overthrow former leader Omar al-Bashir in April 2019. A military-civilian government now rules the country, with elections possible in late 2022.

It is struggling to rebuild an economy beleaguered by decades of conflict and US sanctions. Ammar had claimed, without offering evidence, that supporters of al-Bashir were behind the protests. The prime minister did not immediately name a replacement for Ammar.

**Sharg al-Jabal clashes**

Elsewhere in Sudan, more than 4,500 people in South Darfur province have been displaced in the past week by continuing clashes between factions of a rebel group boycotting a recent peace deal between the transitional government and a rebel alliance, according to the United Nations migration agency.

The fighting between factions of the Darfur-based Sudan Liberation Movement (SLM) group, led by Abdelwahid Mohamed al-Nour, erupted earlier this month in the Sharg al-Jabal area, the International Organization for Migration said.

The transitional government and the Sudan Revolutionary Front, a coalition of several armed groups, signed a peace deal earlier this month, capping torturous talks that had been under way in Juba since late last year.

Abdelwahid’s group rejects the transitional government and has not taken part in the talks. It criticised the deal, saying it was “not different from” other previous deals that did not end the wars. Ending Sudan’s internal conflicts has been a top priority of the power-sharing government in power since last year’s military overthrow of al-Bashir.

**ETHIOPIA :**

### **Eritrean leader arrives in Ethiopia to boost ties**

<https://www.aa.com.tr/en/africa/eritrean-leader-arrives-in-ethiopia-to-boost-ties/2003534>

Ethiopia, Eritrea resume relations in 2018 after 2 decades of hostilities soon after secession of Eritrea from Ethiopia Addis Getachew

ADDIS ABABA, Ethiopia

Eritrean President Isaias Afewerki arrived in Ethiopia for a three day official visit on Monday. Ethiopian Prime Minister Abiy Ahmed was at Jimma Airport to welcome his Eritrean counterpart as the latter landed in Jimma – a city filled with history and is rich in natural resources including coffee and honey.

The president is accompanied by Foreign Minister Osman Saleh and Presidential Advisor Yemane Ghebreamichael Tadesse, local broadcaster FANA quoted Yemane Gebremeskel, Eritrea's information minister as saying.

The leaders of the two countries will hold extensive consultations on further enhancement of bilateral ties as well as the consolidation of regional cooperation, Gebremeskel added.

In 2018, the two countries managed to end a two-decade long hostilities following the olive branch extended by Abiy.

That successful gesture, together with other efforts to bring about regional peace and cooperation, earned the Ethiopian premier the 2019 Nobel Prize for Peace.

The two countries in 2019 signed a comprehensive cooperation pact in which they agreed to cooperate in numerous fields but little came out in terms of the implementation of the agreements that included the clause that allows Ethiopia to use the ports of Assab and Massawa.

Eritrea seceded from Ethiopia in 1993 following a three-decade long war for independence. The two countries fought a deadly war between 1998 and 2000 in which an estimated 70,000 people died on both sides.

SOMALIE :

### **Donald Trump veut retirer les forces américaines de la Somalie**

<https://www.agenceecofin.com/securite/1410-81307-donald-trump-veut-retirer-les-forces-americaines-de-la-somalie>

Moutiou Adjibi Nourou 14 octobre 2020 13:49 | (Agence Ecofin) - Donald Trump veut retirer ses soldats de la Somalie, ont déclaré aux médias des sources anonymes. Cette décision pourrait mettre en difficulté Mogadiscio qui toujours en proie à l'insécurité, doit déjà faire face à un retrait progressif de l'AMISOM.

Le président américain Donald Trump (photo) envisage de retirer ses soldats encore présents en Somalie. C'est ce qu'a annoncé l'agence de presse Bloomberg citant des sources anonymes proches du dossier.

Selon le média, l'actuel locataire de la Maison Blanche élabore déjà un plan avec plusieurs de ses hauts responsables pour retirer les Etats-Unis du théâtre somalien. Au total, 650 à 800 soldats, dont des forces spéciales qui aident essentiellement à former l'armée somalienne pourraient être concernées par la manœuvre.

Si cette décision est entérinée, elle représenterait la concrétisation de l'une des promesses de campagne du président américain qui avait promis en 2016 de retirer les USA de toutes les « guerres inutiles » à l'étranger et de « ramener les soldats à la maison ». A quelques jours de la présidentielle, le chef d'Etat cherche à gagner des points auprès de l'électorat américain, et beaucoup d'observateurs estiment qu'il pourrait utiliser un tel retrait comme un argument politique. Pour les autorités somaliennes, un retrait des Etats-Unis pourrait remettre en cause plusieurs années d'efforts pour gagner la guerre contre le terrorisme. « Nous apprécions vraiment le soutien américain, et nous sommes reconnaissants pour ce que les Etats-Unis ont fait, et nous aimerions voir les troupes rester jusqu'à ce que le travail soit accompli à 100% », a déclaré Mohamed Abdullahi Farmaajo, président du pays.

Cet avis est d'ailleurs partagé par de nombreux membres de l'administration Trump pour qui un retrait de la Somalie risque de créer des ouvertures pour la recrudescence d'attaques terroristes de la part des chababs qui n'ont jamais vraiment cessé leur guerre contre Mogadiscio. De plus, cette situation serait fortement compliquée par un retrait progressif, mais déjà en discussion, de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM).

Pour rappel, les USA étaient intervenus en Somalie à partir de 1992 pour aider la population à faire face à la famine avant de se retirer en 1994 après la fameuse bataille de Mogadiscio qui a fait plusieurs dizaines de morts côté américain.

Au milieu de l'année 2017, Donald Trump avait décidé d'envoyer de nouvelles forces dans le pays, s'ajoutant à un contingent déjà présent pour former l'armée nationale, afin de renforcer la lutte contre le terrorisme.

\*\*\*\*\*  
\*\*\* LE SUD DE AFRIQUE \*\*\*  
\*\*\*\*\*

MADAGASCAR :

### **Madagascar : les 13 et 14 octobre, deux dates historiques**

<https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/madagascar-les-13-et-14-octobre-deux-dates-historiques-881422.html>

Fabrice Floch • Publié le 14 octobre 2020 à 12h14 - Les 13 et 14 octobre sont des dates historiques pour Madagascar. La première correspond à la disparition du père de la démocratie, à 90 ans, Albert Zafy (une stèle vient d'être inaugurée) et la seconde, 1958, est l'élection de Philibert Tsiranana, le premier président de la République.

Albert Zafy

Albert Zafy, est mort le 13 octobre 2017 à l'âge de 90 ans. Il est considéré comme le père fondateur de la démocratie dans la Grande île. Président de 1993 à 1996, il avait également présidé le gouvernement pour la transition démocratique et libérale de 1991 à 1993. Un mouvement qui avait été mis en place pour réformer la politique socialiste menée par Dider Ratsiraka, président de 1975 à 1993, puis de 1997 à 2002.

Si son passage à la tête de l'Etat malgache est relativement bref, il est cependant décisif. Les historiens notent les échecs économiques, mais surtout son engagement pour réformer la constitution qui a permis d'aboutir à une réconciliation nationale. Chirurgien, enseignant, politique, l'homme demeure un exemple pour ses pairs qui lui ont rendu hommage en inaugurant une stèle à son effigie à Ambohitovo à Tananarive un événement suivi par Midi-Madagascar et Madagascar-Tribune, entre autres.

Philibert Tsiranana

Le premier président de Madagascar se nommait Philibert Tsiranana. L'homme est né le 18 octobre 1910. Il devient le premier président de la République malgache le 14 octobre 1958. Il doit son poste à sa proximité avec le gouvernement français. Il est, dans le même temps, ministre conseiller du Premier ministre, Michel Debré, du 23 juillet 1959 au 19 mai 1961. Socialiste, il adhère à la Section française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) et siège sur la gauche de l'hémicycle de l'Assemblée nationale française de 1956 à 1959.

Ses amitiés, son parcours politique, ses allers-retours entre Madagascar (colonie) et la France complexifient son positionnement. Celui-ci varie au fil des élections, de ses amitiés et des enveloppes qu'il perçoit. L'image se trouble. Il devient autoritaire et doit céder sa place en 1972. Six années, plus tard, le père de la République rend son dernier souffle.

Andry Rajoelina, chef de l'Etat malgache, a tenu à rappeler cette partie de l'histoire de son pays note L'Express de Madagascar. Des années regrettées par les plus anciens. Cette période s'appelait : la belle époque.

SOUTH AFRICA :

### **South African Airways suspend ses opérations**

<https://www.air-journal.fr/2020-09-30-south-african-airways-suspend-ses-operations-5222978.html>

Publié le 30 septembre 2020 à 07h00 par François Duclos - Faute de financement, les administrateurs de la compagnie aérienne South African Airways ont décidé de suspendre ses opérations jusqu'à ce qu'ils trouvent des fonds pour mener à bien sa restructuration. Les vols de fret et de rapatriements déjà programmés seront toutefois opérés. Basée à l'aéroport de Johannesburg-ORTambo, la compagnie nationale sud-africaine croissait au cours de juillet dernier, après avoir été au bord du gouffre depuis décembre (et déjà donnée pour morte puis ressuscitée, plus particulièrement durant la pandémie de Covid-19). Mais les administrateurs du BRP (Business Rescue Practitioners) n'ont pas obtenu les 598 millions de dollars promis par le gouvernement, et ont annoncé le 29 septembre 2020 dans une note interne vue par l'agence Reuters la « suspension de toutes les opérations aériennes avec effet immédiat », et la mise sous « soin et maintenance » de South African Airways. Elle assurera néanmoins tous les vols de rapatriement et de fret déjà prévus, mais ne pourra pas en programmer de nouveaux. Rappelons qu'aucun vol commercial n'a été opéré par SAA depuis la fin mars et le début de la crise sanitaire. Cette annonce semble impliquer un nouveau revirement du gouvernement d'Afrique du Sud, qui avait accepté en juillet le plan de restructuration approuvé par les créanciers, avant de le rejeter huit jours plus tard, puis changer d'avis mi-septembre en promettant 10 milliards de rands.

La « nouvelle South African Airways » verrait son effectif divisé par deux à environ 2500 employés, et sa flotte limitée à « une vingtaine d'avions » pour les années à venir. Selon le ministère des Entreprises publiques verra renaître « une nouvelle compagnie aérienne, restructurée, compétitive, créée à partir de l'ancienne » et qui est « la meilleure option pour repartir immédiatement dans les airs » – et éviter la liquidation.

Un premier arrêt des opérations en mai dernier avait été stoppé par la justice à la dernière minute, un tribunal saisi par des syndicats ayant décrété illégal le plan de licenciements annoncé un mois plus tôt, qui prévoyait le départ de tous les employés pour éviter une faillite.

Dans le rouge depuis 2011, la compagnie de Star Alliance est sous perfusion depuis des années et soumise à des interventions politiques sans fin.

BOTSWANA :

### **MACLEAN LETSHWITI : RÉÉLU À LA TÊTE DU FOOTBALL DU BOTSWANA**

<https://www.africatopsports.com/2020/10/14/maclean-letshwiti-reelu-a-la-tete-du-football-du-botswana/>

LE 14 OCT 2020 À 14:00 Publié par Steven LAVON | A l'issue d'élections ce week-end, Maclean Letshwiti a été réélu à la tête de la BFA (Association botswanaise de football). Il repart pour un deuxième mandat de 4 ans.

Letshwiti a battu au deuxième tour son challenger Tebogo Sebege par 33 voix contre 27. Pelotshweu Motlogelwa aussi garde son poste de 1er vice-président. Tandis que Masego Nchingane sera 2<sup>e</sup> vice-président.

Par ailleurs, la BFA a accepté à l'unanimité d'accorder l'autonomie de la Premier League et de la Première division du Botswana. La structure sera admise à la BFA en tant que membre spécial.

Cette structure sera connue sous le nom de Botswana Football League.

Aussi, la saison de football dans le pays reste sur août-mai. Des délégués soutenaient une saison de février à novembre.

ZIMBABWE :

### **Zimbabwe : l'Eglise catholique en première ligne**

<https://fssp.x/news/fr/news-events/news/zimbabwe-l%E2%80%99eglise-catholique-en-premiere-ligne-61055>

14 OCTOBRE, 2020 Impliquée dans un rôle délicat de médiation, afin d'apaiser les tensions économiques et ethniques qui minent leur pays, les évêques catholiques du Zimbabwe s'élèvent depuis plusieurs semaines contre les mesures répressives et autoritaires du parti au pouvoir.

Au Zimbabwe, les difficultés s'amoncellent entre l'Eglise et le régime autoritaire du président Emmerson Mnangagwa.

Le samedi 15 août 2020, la ministre de l'information, Monica Mutsvangwa, accusait l'Eglise – en la personne de Mgr Robert Ndlovu, archevêque de Harare et président de la Conférence des évêques du Zimbabwe (ZCBC) – d'attiser les conflits ethniques et de mener les catholiques vers « un génocide de type rwandais ».

Mme Mutsvangwa accusait encore Mgr Ndlovu de vouloir « attiser la psychose de la victimisation sociale » parmi les Ndébélés – minorité ethnique à laquelle appartient Mgr Ndlovu –, en cherchant à rendre « coupables collectivement » les Shona – majorité à laquelle appartient le président Mnangagwa.

L'accusation fait référence au Gukurahundi – terme shona qui se traduit par « la pluie précoce qui lave l'ivraie avant les pluies printanières ». Il s'agit d'une série de massacres de civils Ndébélés perpétrés par l'armée de l'ancien président du Zimbabwe, Robert Mugabe de l'ethnie Shona, entre 1983 et 1987.

Les avertissements épiscopaux

Le 16 août, une lettre pastorale de la ZCBC demandant aux autorités de Harare d'assumer leurs responsabilités, face à la dramatique crise économique et sanitaire que traverse le pays, a été lue dans toutes les paroisses.

La tension est encore montée d'un cran au début du mois d'octobre 2020, en raison d'une vague de répression déclenchée par le pouvoir en place envers ses opposants.

« Ils portent au bain de sang, ils tuent. Au lieu de la liberté, ils apportent la prison. Ils apportent la violence et emprisonnent tous ceux qui s'opposent à eux. La seule chose qu'ils connaissent est la violence », s'est ainsi élevé Mgr Raymond Tapiwa Mupandasekwa, évêque de Chinhoyi.

Le prélat a par ailleurs vertement critiqué un récent décret du vice-président – Constantino Chiwenga – visant à enrôler de force dans les rangs de l'armée, les étudiants en médecine fraîchement diplômés, sous peine d'être privés d'exercer dans les établissements de santé publics. La mesure vise à réprimer le mouvement croissant de grogne des personnels de santé qui dénoncent l'incapacité de l'Etat à gérer, au sein des hôpitaux, les questions sanitaires liées notamment à l'épidémie du Covid-19 : l'on dénombre plus de 5.000 cas pour une population d'environ 15 millions d'habitants.

Depuis plus d'une dizaine d'années, le Zimbabwe est plongé dans une grave crise économique, marquée par une hyperinflation initiée par l'ancien président Robert Mugabe, ayant atteint aujourd'hui 837%. Sans parler des conflits ethniques qui minent également le pays.

(Sources : Fides/Le Monde/La Croix – FSSPX.Actualités)

ZAMBIA :

### **Zambia warns it is preparing for default**

<https://www.ft.com/content/e56c2a34-16e4-4974-9df8-a72c092c5ee2>

Joseph Cotterillin Johannesburg and Tommy Stubbington and Laurence Fletcherin London  
OCTOBER 14 2020

Africa's second-biggest copper producer says it cannot meet payments if creditors reject plea for delay

Zambia has warned it is ready to become the first African country to default as a result of the coronavirus pandemic if investors in its \$3bn worth of US dollar bonds reject a request by the southern African nation to suspend payments. Africa's second-biggest copper producer, which is attempting to restructure its \$12bn of external debt, has become a crucial test of global efforts to help emerging nations find debt relief as the pandemic devastates their economies. Despite the threat of a default, bondholders, who are due to decide next week whether to accept the government's request to suspend interest payments for six months, said they planned to reject the proposal. "Should Zambia fail to reach an agreement with its commercial creditors . . . the republic, with its limited fiscal space, will be unable to make payments and, therefore, fail to forestall accumulating arrears," the Zambian finance ministry said. Zambia's bonds, which are due in 2024, fell more than 3 per cent to 46 cents on the dollar on Wednesday after the default warning. It is due to pay more than \$42m of interest on the bonds on Wednesday. It would have a grace period of up to 30 days to make up a missing payment before the bonds were officially considered to be in default. Creditors' reluctance to accept the suspension in part stems from concerns that not all creditors are being treated equally. Chinese debts total about \$3bn. Some Chinese creditors have pressured Zambia to pay their share of about \$200m in arrears on its Chinese debts before they agree to suspend future payments, a demand that Lusaka is resisting. Holders of the US dollar bonds have complained that Zambia, which is also seeking an IMF programme, has not disclosed enough information about the Chinese debts and its wider plans to rein in public finances.

"We have yet to receive enough details from Zambia officials to vote on the consent," said Kevin Daly, a fund manager at Aberdeen Standard Investments and a member of a committee of Zambian bondholders that owns enough bonds to reject the debt suspension proposal. "Having a dialogue would be more constructive than issuing press releases," Mr Daly added. "Two big concerns we have are the lack of clarity on what debt relief they are getting from other creditors, and the lack of a medium-term fiscal framework to put the debt back on a sustainable path," he said. "The government has provided no credible medium-term framework that explains how the country intends to address the country's longstanding macroeconomic imbalances and restore debt sustainability," said one hedge fund investor, who did not want his name to be published.

Bondholders wanted an agreement to suspend repayments from all of Zambia's creditors, including Chinese and other lenders, said Polina Kurdyavko, head of emerging market debt at BlueBay Asset Management and a member of the committee. "Until we get to that point, it's counterproductive to consent to an amendment without a plan in place," she added. "We would not be fulfilling our fiduciary duty to our investors." Zambia has said it is seeking equal treatment for all creditors. It said it needed the suspension "to design a sustainable and equitable debt management strategy" as it pursued negotiations with the IMF. In the statement, it said it intended to continue paying debt "for a few priority projects that have an immediate economic and social impact" even as most other payments would be halted. It also promised to give details of these projects.

MALAWI :

**Malawi : L'ancien ministre de l'intérieur reconnu coupable d'avoir délivré frauduleusement des passeports**

[https://www.koaci.com/article/2020/10/14/malawi/politique/malawi-lancien-ministre-de-linterieur-reconnu-coupable-davoir-delivre-frauduleusement-des-passeports\\_145833.html](https://www.koaci.com/article/2020/10/14/malawi/politique/malawi-lancien-ministre-de-linterieur-reconnu-coupable-davoir-delivre-frauduleusement-des-passeports_145833.html)

Mercredi 14 octobre 2020 – 10:04 Uladi Mussa | L'ancien ministre de l'intérieur Uladi Mussa a été reconnu coupable par la justice pour avoir délivré des passeports et accordé la citoyenneté à des ressortissants burundais entre 2012 et 2014.

Un tribunal de Lilongwe a déclaré coupable l'ex-ministre de l'Intérieur du Malawi Uladi Mussad d'abus de fonction publique, manquement à ses obligations et modification de faux documents.

Tout comme lui, l'ancien responsable à l'immigration David Kwanjana a été reconnu aussi coupable. Ils sont tous deux accusés par la brigade anti-corruption du Malawi d'avoir accordé illégalement la citoyenneté à des ressortissants burundais.

Agé de 55 ans, l'ex-ministre Uladi Mussa est aussi président du Parti démocrate progressiste (DPP) de l'ancien chef d'Etat Peter Mutharika.

Il risque trois ans de prison pour manquement à ses obligations et douze ans pour abus de fonction publique.

NAMIBIE :

### **Manifestation anti-féminicide à Windhoek, en Namibie**

<https://fr.africanews.com/2020/10/11/manifestation-anti-feminicide-a-windhoek-en-namibie/>

By Africanews avec AFP 11/10/2020 - La police namibienne a tiré samedi des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc avant de procéder à l'arrestation de dizaines de manifestants dans la capitale, Windhoek, lors de la troisième journée de manifestations contre les violences faites aux femmes.

Environ 400 manifestants, majoritairement des jeunes namibiennes, ont défilé vers l'un des principaux centres commerciaux de la capitale pour obtenir sa fermeture afin de faire passer le message que l'entreprise namibienne a également un devoir dans la lutte contre la violence visant les femmes.

Cette manifestation, dirigée par des jeunes et initiée sur les réseaux sociaux, a été rapidement dispersée par les forces de l'ordre qui ont fait usage de coups de matraques, de tirs de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc.

"Il s'agit d'une manifestation contre la violence à l'égard des femmes et ici nous avons des femmes qui sont battues pendant leur arrestation", a déclaré à l'AFP une manifestante Maria Amupolo en brandissant une pancarte où l'on pouvait lire "nous sommes fatiguées".

"Je l'ai vu de mes propres yeux, ils ont frappé une fille avant de la gifler et de la pousser dans un fourgon", a-t-elle ajouté.

La Namibie, pays d'Afrique australe riche en minéraux, en proie à fort chômage et à une pauvreté élevés, est aux prises avec le fléau de la violence contre les femmes depuis des années.

Windhoek enregistre chaque mois plus de 200 cas, signalés en vertu de la loi sur la violence domestique.

Moins de cas de violences faites aux femmes ont été enregistrés pendant les mesures prises pour empêcher la propagation du Covid-19 avec 175 signalés mensuellement, a affirmé la police namibienne.

Des manifestations anti-féminicide ont éclaté il y a trois jours et se poursuivent dans le pays, notamment dans la ville côtière de Swakopmund et à Otjiwarongo, au nord de Windhoek. Les manifestants scandent des slogans tels que "pas de justice, pas de paix".

Les manifestants veulent que le président Hage Geingob déclare l'état d'urgence face à la violence à l'égard des femmes et au féminicide.

"L'état d'urgence a été déclaré pour le Covid-19. C'est parce qu'il (le virus) touche également les hommes, mais comme le féminicide ne touche que les femmes, il ne peut être déclaré comme une urgence nationale?", a lancé une des organisatrices de la marche, Bertha Thobias.

Les manifestants ont réclamé vendredi la démission de la ministre de l'Egalité des genres et de la protection de l'enfance, Doreen Sioka, en raison de sa position religieuse dans le traitement des questions de violence sexiste.

Un informaticien, Paul Joseph, âgé de 28 ans, a déploré de son côté que des femmes perdent la vie et se font violer quotidiennement en Namibie. "Nous devrions manifester tous les jours", a-t-il dit.

ANGOLA :

### **ANGOLA : L'ANCIEN PRÉSIDENT DOS SANTOS DANS LE COLLIMATEUR DE LA JUSTICE**

[https://www.editoweb.eu/Angola-l-ancien-president-Dos-Santos-dans-le-collimateur-de-la-justice\\_a33618.html](https://www.editoweb.eu/Angola-l-ancien-president-Dos-Santos-dans-le-collimateur-de-la-justice_a33618.html)

16/10/2020 - 04:23 Frank Robin - José Eduardo dos Santos ne pourra pas profiter de sa retraite de la scène politique. Depuis 2017, les Dos Santos se trouvent au coeur du scandale de détournement de fonds publics. Après ses enfants, la justice angolaise s'intéresse à l'ancien président qui aurait cautionné le détournement des deniJoao Lourenço, dans une interview accordée au quotidien américainWallStreet Journal, a assuré que la justice ne lâchera pas d'une semelle José Eduardo Dos Santos. Selon le président angolais, son prédécesseur a cautionné la corruption au pouvoir. Dos Santos aurait fait perdre à son pays environ 24 milliards de dollars.

D'après les explications du président Lourenço, l'ancien président angolais, grâce à des contrats illégaux signés avec Sonangol, la société pétrolière d'Etat, a détourné plus de 13 milliards de dollars. Et il aurait également détourné 5 milliards grâce à des contrats avec Sodiam et Endiama, les deux compagnies nationales de diamant.

Les montants révélés par le président Joao Lourenço n'ont pas encore été vérifiés. Toutefois, les sommes évoquées équivalent à celles qui ont été saisies aux enfants de l'ancien président. Les embrouilles ont débuté avec Isabel Dos Santos, l'ancienne directrice du conseil d'administration de Sonangol.

Entre temps présentée comme la femme la plus riche d'Afrique, Isabel Dos Santos est soupçonnée par la justice angolaise d'importants détournements de fonds publics évalués à 5 milliards de dollars.Sescomptesbancairesontétégelés enAngolaetauPortugal.Aprèselle,c'estsonfrèreJosé Filomeno dos Santos qui a été condamné à cinq ans de prison pour "fraude" dans le cadre de ses activités à la tête d'un fonds souverain angolais entre 2013 et2018

Il faut noter qu'après 38 ans au pouvoir, José Eduardo dos santos est victime de la lutte contre la corruption de son successeur João Lourenço. Celui-ci a a limogé tous les proches que l'ancien président avait placés à la tête des institutions, des entreprises publiques et de l'appareil sécuritaire du pays.

MOZAMBIQUE :

### **Mozambique : la banque centrale propose un modèle de fonds souverain à créer avec les milliards du gaz**

<https://afrique.latribune.fr/finances/investissement/2020-10-16/mozambique-la-banque-centrale-propose-un-modele-de-fonds-souverain-a-creeer-avec-les-milliards-du-gaz-859991.html>

Par Ristel Tchounand| 16/10/2020, 12:40 - Banco de Moçambique a soumis au gouvernement un projet type de création d'un fonds d'investissement qui serait alimenté par les recettes d'exploitation gazière. Ici, on s'attend à une manne financière conséquente. La banque centrale mozambicaine évalue à environ 96 milliards de dollars le montant des recettes publiques que pourrait dégager -sur une vingtaine d'années d'exploitation- le mégaprojet de Gaz naturel liquéfié (GNL) développé par des compagnies mondiales de premier plan dont le groupe français Total, l'américain ExxonMobil et l'italien ENI.

« Maximiser » les 96 milliards de dollars de recettes publiques potentielles

Le fonds souverain mozambicain aurait une double mission. D'abord, celle d'accumuler des économies en maximisant la valeur du fonds, afin de garantir la répartition sur plusieurs générations

des revenus provenant des ressources naturelles non renouvelables à l'instar du gaz. Le deuxième objectif vise à faire en sorte que le fonds souverain contribue à la stabilisation budgétaire, afin de mettre le budget et l'économie à l'abri des effets néfastes de la fluctuation des prix des matières premières sur les marchés internationaux. D'autant que les ressources identifiées par la banque centrale incluent, en plus du gaz, le charbon notamment.

La banque centrale propose que contrairement à ce qui s'observe dans de nombreux pays, que la composante financement des infrastructures du fonds souverain soit intégrée au budget de l'Etat.

« L'expérience internationale montre que la création d'un Fonds souverain a été l'une des alternatives trouvées par certains pays riches en ressources naturelles non renouvelables pour une gestion adéquate et transparente des revenus résultant de leur exploitation. [...] Le principal défi est de savoir comment maximiser les gains tirés des revenus du gaz naturel et d'autres ressources naturelles non renouvelables et développer des institutions fonctionnelles et transparentes, sans atrophier l'économie », estime la banque centrale dans le document transmis au gouvernement et disponible sur son site web.

Une organisation « économique »

Sur le plan organisationnel, Banco de Moçambique suggère que les organes de gouvernance du fonds souverain soient constitués de l'Assemblée nationale qui approuvera la loi régissant la future institution financière ainsi que son fonctionnement. Le ministère de l'Economie et des Finances -appelé à créer en son sein une unité technique de gestion stratégique des actifs- serait responsable de la politique d'investissement du fonds et de la gestion globale. La banque centrale se propose d'assurer la gestion opérationnelle du fonds souverain sur délégation statutaire du ministère et la mise en œuvre de la politique d'investissement. Ce serait, d'après la banque, le moyen de « rationaliser les coûts », en s'appuyant sur des institutions existantes disposant des compétences dans la gestion des fonds.

Les ambitions d'une nation qui se rêve en major gazier mondial

Les réserves de gaz au Mozambique sont estimées à près de 277 milliards de pieds cubes. Avec son mégaprojet, le pays ambitionne de rejoindre le top 10 mondial et devenir le deuxième producteur de gaz naturel d'Afrique derrière le Nigéria.

Le projet tel que élaboré par la banque centrale répond à une exigence du président Filipe Nyusi qui, dès début 2020, a demandé la création d'un fonds souverain pour gérer au mieux les recettes découlant de l'exploitation gazière, afin que ces dernières bénéficient à tous les Mozambicains. Cependant, l'évolution de ce mégaprojet n'est pas sans brouille. Entre les objections des organisations environnementales qui dénoncent un impact environnemental de ce projet dans le cadre des changements climatiques et l'insécurité non loin des régions gazières provoquée par les attaques de groupes islamistes, les entreprises investies dans les projets et le gouvernement doivent composer. Fin septembre à Washington, le président de la République a appelé à l'ONU à une coopération internationale afin de neutraliser la situation.

Pourtant sur une bonne trajectoire l'année dernière en dépit du cyclone qui avait frappé le pays, le Mozambique s'attend à une récession de l'ordre de 0,5% à 1% en 2020 en raison de la crise économique découlant de la pandémie du coronavirus. Si son mégaprojet gazier suscite l'intérêt à travers le monde et jette une forte lueur d'espoir sur l'avenir économique du pays, la création d'un fonds souverain pourrait effectivement être salutaire, à condition qu'il soit, dans les faits et sur le long terme, marqué du sceau de la transparence, comme propose le texte soumis au gouvernement par Banco de Moçambique.

GUINEA BISSAU :

**Buhari hosts Senegal, Guinea Bissau leaders to dinner**

<https://www.vanguardngr.com/2020/10/buhari-hosts-senegal-guinea-bissau-leaders-to-dinner-2/>

ON OCTOBER 16, 2020 6:21 AM President Muhammadu Buhari on Thursday hosted Presidents Macky Sall of Senegal and Umaro Embalo of Guinea Bissau to a private dinner at the State House, Abuja.

The News Agency of Nigeria (NAN) gathered that the two West African leaders are in Abuja on official engagements when the Nigerian leader invited them for the dinner.

NAN reports that the Chief of Staff to the President, Prof. Ibrahim Gambari, some cabinet members as well as presidential aides also attended the dinner. Buhari had on Sept. 21 held a similar dinner meeting with President Nana Akufo-Addo of Ghana.

CABO VERDE / CAP VERT :

### **Cabo Verde: Domestic borrowing to increase more than 7 pct in 2021**

<https://www.macaubusiness.com/cabo-verde-domestic-borrowing-to-increase-more-than-7-pct-in-2021/>

By 7-pct-in-2021/October 16,2020 + CaboVerde is to incur almost 7% more debt in the internal market next year, renewing maximums, to the equivalent of €53 million, as provided for in the proposed law on the state budget for 2021.

In the amending budget for 2020, which came into force in August and was drawn up in the light of the health and economic crisis caused by the Covid-19 pandemic, the government has included a forecast of over 5.487 billion escudos (€49.6 million) in debt on the internal market, in treasury notes and government bonds.

In the draft law for the 2021 state budget, also marked by the economic crisis resulting from the pandemic, the section on financing needs authorises the government to increase net domestic debt by more than 5.87 billion (€53 million), an increase of 6.9% over the limit set in the 2020 budget review, which came into force in August.

Treasury bills are public debt securities with short maturities of a few months, while Treasury Bonds are long maturities, for which the Cabo Verde state usually pays around 3% interest.

The draft law authorises the minister of finance to increase external borrowing, “by using and contracting new loans”, but also, among other measures, to “increase budget appropriations for the repayment of public debt, if necessary”, or “decide on the advance payment, in whole or in part, of loans”.

It also authorises the minister of finance to “contract new operations to deal with the advance payment or transfer of liabilities associated with previous loans” in 2021.

Cabo Verde plans to spend more than €176 million on debt servicing next year, an all-time high. According to the documents in support of the budget proposal, debt service will increase by 3.2 billion escudos (€28.8 million) within one year.

Cabo Verde’s total debt service – interest and debt repayments – after the Amending Budget approved in July due to the Covid-19 pandemic is expected to reach 16,385 billion escudos (€147.6 million) this year.

In 2021, Cabo Verde will spend the equivalent of 10.1% of Gross Domestic Product on debt servicing.

The proposed State Budget for 2021 amounts to 77.896 billion escudos (€706.4 million), which corresponds to an increase of €27.3 million compared to the amending budget still in force, prepared due to the crisis caused by the pandemic.

After a historical recession of between 6.8% and 8.5% this year, economic growth is forecast for next year at 4.5%, but only if the country manages to control the pandemic and if there is a worldwide easing of lockdown.

For the next economic year, the Cabo Verde government also forecasts inflation of 1.2%, a budget deficit of 8.8%, an unemployment rate to be reduced from 19.2% to 17.2% and a public debt of 145.9% of Gross Domestic Product.

Cabo Verde is experiencing an economic crisis caused by the pandemic, with the tourism sector, which guarantees 25% of GDP, halted since March, with losses that could reach 70%.

SAO TOME AND PRINCIPE :

### **Angola: Covid-19 - Probe Into São Tomé Case Announced**

<https://allafrica.com/stories/202010121112.html>

12 OCTOBER 2020 - Luanda — Angolan Health authorities Monday here announced a probe to find responsibilities in the case in which seven Covid-19 infected patients travelled from Luanda to São Tomé and Príncipe on Wednesday.

The seven are part of a group of 45 people who travelled last week from Luanda to São Tomé and Príncipe, on an Angola Airline (TAAG) humanitarian flight.

In a press release that reached Angop, the Angolan Health Ministry (MINSA) says that in response to the failure to comply with the travel ban on the seven infected persons, the authorities have launched an enquiry to find out responsibilities.

The Health Department further states that in the light of the restriction measures in place in the country to curb the spread of Covid-19, all Angola entries and exits require a negative SARS-CoV-2 test based on the RT-PCR.

This, the note stresses, is a mandatory procedure at Luanda 4 de Fevereiro International Airport. The note also states that in compliance with existing diplomatic reciprocity procedures between the two countries, MINSA, through its National Health Research Institute, conducted molecularbiology test on the passengers, having detected seven positive cases of Covid-19, and conveyed the information to the Embassy of SãoToméand Principe inLuanda.

A flight ban was then imposed on the seven that were supposed to wait for further specified notice. Angola's Covid-19 update shows 6,366 positive cases, 218 deaths, 2,743 recoveries and 3,045 active patients.

TIMOR-LESTE :

### **AndNow,aBrightSpot:Timor-Leste WeathersaPandemic**

<https://asiafoundation.org/2020/10/14/and-now-a-bright-spot-timor-leste-weathers-a-pandemic/>

October 14, 2020 ByPaulineTweedieand Carmen Soares - Over the course of 2020, the Covid-19 pandemic has had a huge and devastating global impact. Deaths worldwidehave surpassed one million, and in many places the rate of new infections is still rising, while others are struggling with the economic repercussions of domestic containment measures and a global recession.

Timor-Leste has not been exempt from the impacts of the disease. With a fragile healthcare system, an unstable political situation, and high levels of poverty, there was widespread concern in the early days that Asia's youngest democracy would be hard-pressed to cope with the pandemic. Yet the news has been surprisingly good.

When the first case of Covid-19 was confirmed in Timor-Leste, on March 21, 2020, the government acted swiftly to control the outbreak. They closed the land border with neighboring Indonesia, instituted a state of emergency, and implemented widespread public information campaigns. As a result, Timor-Leste has been able to limit the total number of casesamong its 1.4 million citizens to just 29,28 who have recovered and one who remains an active case. This makes Timor-Leste one of only 10 countries globally to haveeffectively contained the virus, and one of 22 countries with the virus (out of 214) to havea death toll of zero.

While containing the threat to public health has been the primary concern, the threat of Covid-19 is in fact threefold: the threat to human health, the threat to the economy from local containment measures, and the international economic threat of the continuing global recession.

For Timor-Leste, the economic impact has been the most severe. While the government has been particularly effective at containing the public health threat, they have been unable to avoid the severe toll of the pandemic on the economy. Globally, we have seen the pandemic exacerbate social and economic vulnerabilities, and with an economy already in recession and high preexisting levels of poverty and unemployment, Timor-Leste has felt the economic pain acutely. Pre-Covid GDP projections estimated that economic growth would reach approximately 7% in 2020. Post-Covid, those projections have fallen 11 points, to roughly -4%. Meanwhile, the state of emergency and containment measures instated by the government of Timor-Leste have forced many businesses to close or cut back due to lack of income, and unemployment rates are rising.

In response to the economic shock of Covid-19, the government of Timor-Leste has taken strong measures to mitigate the threat of rising poverty, inequality, and unemployment. Using government reserve funds, Timor-Leste developed a social assistance program to support households' immediate needs and aid their recovery from the restrictive measures adopted to contain the pandemic. As a whole, this package of government subsidies represents one of the highest rates of government spending in the region as a fraction of GDP.

The centerpiece of the government's social welfare programs to date has been a cash payment of US\$200 to approximately 300,000 households across the country. Public reaction to the payments, which started in June, has been positive, as documented by a pair of public-perception surveys by The Asia Foundation. The surveys found that trust in the government to take care of its citizens during Covid-19, which stood at 49% at the time of the first survey, in May, had increased 15 percentage points, to 64%, in July, the date of the second survey.

Additionally, more respondents in July said Timor-Leste was going in the right direction (54%) than the wrong direction (40%), almost a mirror image of the May results, when more respondents said Timor-Leste was going in the wrong direction (58%) than in the right direction (38%).

Remarkably, respondents noted several positive effects of the pandemic—an unexpected silver lining—and they viewed the impact of Covid-19 across all aspects of personal life more positively in July than they did in May. Chief among these bright spots were spending time with family (74% July, 53% May), feeling like part of the community (71% July, 53% May) and enjoying personal relationships (71% July, 49% May).

On the downside, a majority of respondents, though fewer than in May, said Covid-19 was still the biggest challenge facing Timor-Leste, including its impact on health (52%, down from 61% in May). Political issues remained a secondary concern, cited by 19%, and worries about the weak economy (16%) have grown more widespread since May (10%).

The survey also found that, despite growing trust in the government, the vast majority of respondents still had concerns about money (73%), health (71%), and food (68%). These findings were corroborated by another July result, a finding that 70% of respondents in the preceding 30 days had sometimes had to cut the size of a meal or skip one altogether because there was not enough money for food.

Overall, however, the government of Timor-Leste has contained the negative impacts of the pandemic. They have acted effectively to limit cases and mitigated the economic repercussions with some of the highest rates of stimulus spending in proportion to GDP anywhere in the region. The cash transfers implemented in June significantly improved short-term food security while helping rural businesses to reopen and reestablish trade. And public messaging and information campaigns have built trust in the government and encouraged the use of the cash transfers in ways that benefit entire households.

The persistent threat of global recession, the possibility of further infection, and lingering concerns about preexisting vulnerabilities leave plenty of room for concern going forward. Nevertheless, Timor-Leste's initial response to the Covid-19 crisis has been impressive, and the hope is surely not misplaced that the government will show the same focus and dedication as it faces the challenges that lie ahead.

\*\*\*\*\*  
\*\*\* AFRIQUE DU NORD \*\*\*  
\*\*\*\*\*

EGYPT :

### 'Cleopatra' casting of Israeli actress draws backlash in Egypt

<https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2020/10/egypt-react-gal-gadot-casting-cleopatra-backlash.html>

Oct 15, 2020 - Many Egyptians are dismayed over Israeli actress Gal Gadot's casting in a new biographical drama depicting Cleopatra's life.

Gal Gadot, the Israeli star of "Wonder Woman" fame, ignited a storm of controversy in Egypt on Oct. 11 when she announced she is once again teaming up with "Wonder Woman" director Patty Jenkins in a new historical film that tells the story of Cleopatra, the legendary queen of Egypt.

The two women are set to produce the biographical drama — Gadot's brainchild — for Paramount. Jenkins directed Gadot's 2017 "Wonder Woman" film based on the American comic superhero of the same name as well as its sequel, "Wonder Woman 1984," expected to be screened in the coming months. Laeta Kalogritis, who wrote the screenplay for Leonardo Di Caprio's "Shutter Island," scripted the new film.

"Cleopatra is a story I've wanted to tell for a very long time," Gadot wrote on Instagram, "Can't be more excited and grateful." She also said that her Cleopatra story would be told "from a woman's point of view."

"And we are especially thrilled to be announcing this on the International Day of the Girl. We hope women and girls all around the world who aspire to tell stories, will never give up on their dreams and will make their voices heard by and for other women," Gadot tweeted.

But many Egyptians do not share her enthusiasm. Sayyed Ali, presenter of Al Haddath El Youm show on the privately-owned Mehwar Channel, lashed out at Israel, calling it "a state of thieves." Mahmoud Kassem, a film critic who was interviewed on Ali's show, complained that while a lot of money was being spent on Egyptian TV and cinematic productions, only a handful of these offer viewers insight into the country's rich history. "For Egyptian filmmakers and producers, our history begins with the Islamic Conquest. They have ignored the Pharaonic and Coptic eras as if those never existed," he said.

Mostafa El Fekki, an Egyptian politician and director of the Alexandria Library, called Gadot's casting "brainwashing and deceit."

He told Al Monitor, "The Israelis are trying to deceive the public by claiming Cleopatra as their own. First, they claimed that falafel and hummus are Israeli; they aren't. Then came the allegation that the Israelis built the Pyramids; they didn't. And now, it's Cleopatra, what next?"

Gadot's announcement also sparked wide controversy on Egyptian social media, with some Twitter users wishing an Egyptian actress like Sawsan Badr had been selected for the role. Others argued that the ancient queen was in fact of Macedonian-Greek origin although she was born in Egypt.

"Let us understand that Cleopatra was of Greek heritage," noted one Twitter user who goes by the name of @Nirvanic.

"She traced her origins to the Ptolemaic Kingdom that lasted for nearly 300 years. Ptolemy I was a general in Alexander the Great's army. ... After Alexander died, he declared himself Pharaoh and Egypt became a major migration center with the Greeks as the ruling elite," he wrote.

The Ptolemaic Kingdom was an ancient Hellenistic state based in Egypt with Cleopatra as its last queen. Famous in both drama and history as the lover of Julius Caesar and later the wife of Mark Antony, Cleopatra remained Macedonian but was the only Ptolemaic ruler to learn

to speak Egyptian and make an effort to know the Egyptian people and their customs. She became queen

when her father died and ruled successively with her two brothers and her son. She is widely believed to have committed suicide after the Roman armies of Octavian (later to become Emperor Augustus) defeated her and Antony's combined forces. The Ptolemaic Kingdom, the longest and final dynasty in ancient Egyptian history, eventually fell to the Romans after her death.

Some users like @theafronerd complained that "white people keep casting [other] white people to play Cleopatra and ancient Egyptians." Cleopatra is believed by some to have been a woman of color. Clearly bewildered by the casting of an Israeli actress for the iconic role, Egyptian Twitter users argued that it was not for lack of Egyptian talent.

"You could have saved money on the makeup," read one sarcastic headline by the news site Vetogate. The article quoted social media users as saying that Egyptian actress Sawsan Badr should have been selected for the role because of her strong resemblance to the ancient queen.

"Does [Gadot] deserve to play this role instead of an Egyptian actress? Our history is being stolen before our eyes," lamented another.

Not surprisingly, politics also featured in the social media discussions about the film.

"The former recruit in the colonialist, Zionist Occupation Army is set to play Cleopatra. It is worth noting that [Gadot] was on the side of the Zionists during the bombing of Gaza," read one resentful tweet.

Gadot, a former Miss Israel, is no stranger to controversy. She caused quite a stir in August 2014 when she posted a message of support for the Israeli Defense Forces on Facebook as Israel was attacking Gaza with airstrikes in retaliation for Hamas' kidnapping and murder of three Israeli teenagers some weeks earlier. The military operation launched by Israel on July 8, 2014, was the deadliest in decades, resulting in thousands of deaths, the majority of which were Gazan civilians. "I am sending love and prayers to my fellow Israeli citizens. Especially to all the boys and girls who are risking their lives protecting my country against the horrific acts conducted by Hamas, who are hiding like cowards behind women and children. We shall overcome!" she had written alongside a picture of herself praying with her daughter.

Egyptian archaeologist Monica Hanna also expressed her disapproval, saying, "Hollywood ought to show greater sensitivity when dealing with other cultures and civilizations."

"Politics aside, the Israeli actress' casting is disrespectful to Egyptians, who were not consulted on the script or on the making of the film. Saying that our heritage is a global heritage for all to share is a colonialist phrase that is often used to appropriate other people's heritage," she told Al-Monitor.

Despite the criticism, it appears that Gadot is eager to take on the mantle of the title actress in the historical biopic, a role made famous by Elizabeth Taylor in Joseph Mankiewicz's 1963 classic "Cleopatra." Taylor's film won four Academy Awards from among the nine it was nominated for: Best Cinematography, Best Visual Effects, Best Production Design and Best Costume Design. Egyptian film critic Tareq el-Shinnawi dismissed the online criticism as "jealousy."

"While we as Egyptians are proud of our history, we don't own our historical figures. Anyone anywhere has the right to tell the Cleopatra story from their perspective as long as they do not distort historical facts," he told Al-Monitor. "Instead of complaining about the Israeli actress' casting, Egyptian filmmakers should produce their own version of the film and tell the world the stories of our great ancestors," he said.

ALGERIE :

**L'Algérie veut « peser de tout son poids » au Mali**

[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/10/16/l-algerie-veut-peser-de-tout-son-poids-au-mali\\_6056255\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/10/16/l-algerie-veut-peser-de-tout-son-poids-au-mali_6056255_3212.html)

Le Monde avec AFP le 16/10/2020 à 11h07 - Le pays, soucieux des risques d'instabilité à ses frontières, entend jouer un rôle actif chez son voisin, où il garde une influence sur les groupes politico-militaires du nord.

L'Algérie veut s'imposer comme un acteur clé dans la crise au Mali, son voisin du sud, qu'elle considère comme sa profondeur géostratégique. Mais a-t-elle les moyens de ses ambitions ? Des analystes en doutent. Le pays, soucieux des risques d'instabilité à ses frontières, entend jouer un rôle actif sur la scène régionale, en Libye et au Sahel – avec plus ou moins de succès. Pour preuve : les deux visites depuis le putsch au Mali, le 18 août, du chef de la diplomatie algérienne, Sabri Boukadoum, premier membre d'un gouvernement étranger à se rendre à Bamako.

Lors d'une visite à Alger, jeudi 15 octobre, le ministre français des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a estimé que l'Algérie est « une puissance d'équilibre qui privilégie le règlement politique des conflits dans un cadre multilatéral ». « L'Algérie a une voix qui compte en Afrique comme en Méditerranée », a-t-il dit. « La solution au Mali sera à 90 % algérienne », martèle de son côté le président algérien, Abdelmadjid Tebboune.

Pour cela, Alger veut ressusciter l'accord de paix de 2015 entre Bamako, les groupes armés pro-gouvernementaux et l'ex-rébellion indépendantiste à dominante touareg du nord, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA). Un accord négocié sous sa tutelle, en tant que chef de file de la médiation internationale, mais dont l'application déjà poussive a été paralysée par la crise politique. Plus de trois mois se sont écoulés entre la 40<sup>e</sup> session du comité de suivi de l'accord, en juin, et une réunion de reprise de contact, le 1<sup>er</sup> octobre.

« Sphère stratégique »

« Ils n'y croient sans doute pas eux-mêmes, mais c'est une façon pour eux de s'imposer dans la médiation et de dire : “Vous ne ferez rien sans nous” », analyse Marc-Antoine Pérouse de Moncton, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD). « Leur ligne directrice, c'est éviter que les revendications indépendantistes des Touareg et les troubles au Mali et au Niger ne rejaillissent sur l'Algérie », résume-t-il. C'est que le Mali est dans « la sphère stratégique » de l'Algérie, avec laquelle il partage près de 1 400 km de frontière.

« Les conflits répétés, la fragilité sécuritaire et la faiblesse de l'Etat au Mali affectent directement l'Algérie », confirme Ahmed Kerrouche, expert algérien des questions militaires. Il rappelle la sanglante prise d'otages sur le site gazier d'In Amenas (sud-est), en janvier 2013, par 32 djihadistes venus du Mali. L'opération avait été revendiquée par le groupe de l'Algérien Mokhtar Belmokhtar comme des représailles à l'intervention militaire lancée par la France contre les djihadistes dans le nord du Mali.

« L'Algérie est idéalement placée pour peser de tout son poids au Mali », souligne Louisa Aït Hammadouche, professeure de sciences politiques à l'université d'Alger : « Elle en a les capacités, mais surtout, elle en a besoin. » Toutefois, elle est bridée par des faiblesses structurelles : « Une économie non productive, une situation politique instable et une armée puissante mais non formée à la projection de ses forces », énumère la spécialiste. Cette dernière carence pourrait disparaître puisque l'Algérie s'apprête à autoriser, via un amendement constitutionnel soumis à référendum le 1<sup>er</sup> novembre, le déploiement de son armée – la deuxième plus puissante d'Afrique – à l'étranger, au sein de missions de maintien de la paix.

Arrière-pensées

Si l'Algérie n'est pas officiellement présente sur le terrain, elle garde une influence sur les groupes du nord du Mali, dont beaucoup de membres ont la nationalité algérienne, principalement dans la région de Kidal. Elle détient aussi un atout avec l'accord de 2015, auquel tous les protagonistes de la crise se réfèrent, quelles que soient leurs arrière-pensées sur un processus qui n'a pas empêché une propagation des violences.

« La mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation doit être redynamisée sans tarder », a déclaré le président malien de transition, Bah Ndaw, le 9 octobre lors du premier conseil des ministres. Les formations politico-militaires auxquelles l'accord fait miroiter des pouvoirs importants et des ressources pour les cinq régions administratives du nord peuvent y trouver leur

intérêt. Pour participer à la transition, la CMA a expliqué avoir exigé de la junte des assurances quant à son « attachement à l'accord ». Puis elle a exhorté le gouvernement de transition à « travailler d'arrache-pied » pour sa mise en œuvre.

Si les intentions d'Alger restent difficiles à décrypter, « on devine facilement ce qu'elle ne veut pas », observe Elie Tenenbaum, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI) : une autonomie des Touaregmaliens qui pourrait inspirer les Touareg algériens. Selon lui, l'Algérie « ne veut pas de forces françaises trop près de ses frontières, pas de résolution du conflit sans s'assurer un rôle central ». « Mais derrière tous ces "non", existe-t-il un projet positif d'une architecture de sécurité ? On peine à le voir », pointe-t-il.

MAROC :

### **Et si le Maroc se reconfinait un jour par semaine ?**

<https://www.bladi.net/maroc-reconfinement,74985.html>

16 octobre 2020 - 09h00 - La situation épidémiologique au Maroc devra poursuivre sa courbe ascendante jusqu'à la fin de l'année, avec le risque d'une nouvelle vague pandémique plus virulente du Coronavirus. Ce sont les conclusions d'une récente enquête du Haut-commissariat au Plan.

Le retour à un deuxième confinement, similaire à celui du mois de mars, aurait des retombées dramatiques sur une économie nationale déjà très affaiblie, et dont la relance nécessite plusieurs mois de sacrifices, souligne le HCP dans son rapport.

Selon les statistiques prévisionnelles de l'étude, le Maroc pourrait atteindre la barre des 475 000 cas d'infection au coronavirus à fin 2020. Or, une journée de confinement généralisée par semaine aurait pour effet de diminuer l'incidence de l'épidémie, en brisant sa dynamique.

Si elle est bien menée, la stratégie, dont les effets seraient plus palpables qu'une gestion localisée, pourrait éviter au pays près de 72 000 nouveaux cas de contamination à fin décembre 2020, conclut l'étude.

TUNISIE :

### **En Tunisie, la justice en ébullition**

<https://www.la-croix.com/Monde/En-Tunisie-justice-ebullition-2020-10-16-1201119776>

Marie Verdier, le 16/10/2020 à 06:57 - L'ordre des avocats a appelé à une grève générale ce vendredi 16 octobre pour protester contre les abus de pouvoir des forces de police. Une soixantaine d'ONG de la société civile dénoncent une « reprise des pratiques révolues de l'époque de la dictature », après l'assignation du président de l'association des magistrats.

La justice tangué en Tunisie. « Le barreau ne restera pas les bras croisés devant les tentatives de certains d'avoir une influence négative sur l'indépendance de la magistrature », s'est énervé le bâtonnier de l'ordre tunisien des avocats, Ibrahim Bouderbala, en visant des syndicats de police, lors d'une conférence de presse à la maison de l'avocat à Tunis le 14 octobre.

L'ordre a appelé les avocats à la grève générale et à participer à une marche de protestation du palais de la justice jusqu'au palais du gouvernement à la Kasbah à Tunis ce vendredi 16 octobre. En Tunisie, une mort tragique à Sbeitla

À l'origine de la bronca, l'agression d'une avocate par un chef de poste de police à El Mourouj dans le gouvernorat de Ben Arous, près de Tunis, en août. Alors que la scène de l'agression a été filmée par les caméras de surveillance, il y aurait eu, selon le bâtonnier, volonté de détruire les preuves.

Le policier en liberté provisoire

« Le juge d'instruction, sous pression des forces de l'ordre, a laissé le policier en liberté provisoire, ce n'est pas la première fois que l'impunité prévaut au tribunal de Ben Arous », fait valoir

Messaoud Romdhani, directeur pour la Tunisie de l'institut du Caire pour l'étude des droits de l'homme (CIHRS).

À plusieurs reprises dans le passé, des policiers n'ont pas hésité à faire intrusion dans les enceintes des tribunaux. « Un projet de loi de 2015 vise à renforcer les pouvoirs de la police, il a été plusieurs fois reporté grâce à la pression de la société civile qui craint le retour à un état policier », ajoute Messaoud Romdhani.

Créer un observatoire des violations des droits de la défense

Suite à l'affaire de l'agression, l'ordre des avocats envisage de déposer une plainte contre le syndicat régional des forces de sécurité intérieure de Ben Arous pour « abus de pouvoir et atteinte à la sûreté publique ». Et il entend créer un observatoire des violations des droits de la défense.

LYBIA :

### **Former French President Sarkozy charged over Libyan financing**

<https://www.aljazeera.com/news/2020/10/16/former-french-president-sarkozy-charged-over-libyan-financing>

16 Oct 2020 - Nicolas Sarkozy is accused of using cash from former Libyan leader Muammar Gaddafi for his 2007 presidential campaign.

Former French President Nicolas Sarkozy has been charged over claims he used Libyan cash for his 2007 election campaign, financial crimes prosecutors told the AFP news agency on Friday.

The charge for "membership in a criminal conspiracy" was brought on Monday, and adds to charges in 2018 of "passive corruption", "benefitting from embezzled public funds" and "illegal campaign financing" against Sarkozy, who has denied any wrongdoing.

On his Facebook page, Sarkozy on Friday again said he was innocent

The 65-year-old denies accusations by former members of Muammar Gaddafi's leadership that he took millions from the slain Libyan ruler, some of it delivered in cash-stuffed suitcases, in his successful presidential run.

The scandal came to light in 2012, when investigative website Mediapart published a document purporting to show that Gaddafi agreed to give Sarkozy up to 50 million euros (\$58m or \$67.6m at today's rates).

In 2011, as NATO-backed forces were driving Gaddafi out of power, the longtime Libyan leader's youngest son Saif al-Islam, told the Euronews network: "Sarkozy must first give back the money he took from Libya to finance his electoral campaign."

Sarkozy dismissed the allegations as rantings of vindictive Gaddafi loyalists who were furious over the French-led military intervention in Libya that helped end Gaddafi's 41-year rule and ultimately led to his death.

Sarkozy, who retired from politics after a failed comeback attempt for the 2017 presidential vote, has accused the Paris judiciary of hounding him.

He has also been charged in two other cases, one relating to fake invoices devised to mask overspending on his failed 2012 re-election campaign, and another for alleged influence peddling involving a top judge.

Sarkozy is not the country's first former president to be prosecuted. The late Jacques Chirac was given a two-year suspended sentence in 2011 for embezzlement and misuse of public funds during his time as mayor of Paris.

SOURCE : NEWS AGENCIES

\*\*\*\*\*  
\*\*\*\* AFRIQUE DE L'OUEST \*\*\*\*  
\*\*\*\*\*

COTE D'IVOIRE :

**Côte d'Ivoire : la désobéissance civile lancée par l'opposition entre dans sa phase active en pleine campagne électorale**

<https://www.niameyetles2jours.com/l-uemoa/uemoa/1610-6025-cote-d-ivoire-la-desobeissance-civile-lancee-par-l-opposition-entre-dans-sa-phase-active-en-pleine-campagne-electorale>

Borgia Kobri, 16/10/2020 - (Niamey et les 2 jours) - L'opposition ivoirienne appelle au « boycott actif » de toutes les opérations électorales, en vue d'empêcher la tenue du scrutin présidentiel du 31 octobre. Elle a appelé ses militants à faire barrage à ce qu'elle qualifie de coup d'Etat électoral du président sortant, Alassane Ouattara.

L'appel à la désobéissance civile lancé par l'opposition ivoirienne contre la tenue de l'élection présidentielle du 31 octobre prochain vient d'entrer dans sa phase active, alors que s'ouvre la campagne électorale.

Au cours d'un point de presse animé, le jeudi 15 octobre, Henri Konan Bédié (photo, gauche) et Pascal Affi N'guessan (photo, droite), dont les candidatures ont été retenues par le Conseil constitutionnel, ont appelé leurs partisans au « boycott actif » de toutes les opérations électorales.

« Le processus électoral en cours ne nous concerne nullement. Ce processus électoral est illégal parce qu'il ne répond à aucun critère. [...] Nos militants comme les électeurs ivoiriens doivent s'abstenir de participer, tant en ce qui concerne la distribution des cartes d'électeurs, qu'en ce qui concerne la campagne électorale », a déclaré Pascal Affi N'guessan.

« Nous invitons nos militants sur l'ensemble du territoire à faire barrage à ce coup d'Etat électoral que le président Alassane Ouattara s'apprête à commettre, à empêcher la tenue de toute opération liée au scrutin et à mettre en application le mot d'ordre de boycott actif par tous les moyens légaux à leur disposition, afin que le pouvoir actuel consente à convoquer l'ensemble des forces politiques nationales, afin de trouver des solutions acceptables à toutes les revendications qui sont ressorties de la proclamation des candidatures », a-t-il lancé.

Dans un message vidéo diffusé, ce même jeudi, Mamadou Koulibaly dont la candidature à la présidentielle a été rejetée, a appelé la population à « prendre les dispositions pour que cette élection n'ait pas lieu le 31 octobre ».

Une rencontre de toute la plateforme de l'opposition ivoirienne est, par ailleurs, prévue ce vendredi 16 octobre, à la suite de laquelle d'autres mots d'ordre contre la tenue du scrutin présidentiel devraient être lancés.

Initiatives diplomatiques

En plus des actions sur le terrain, l'opposition ivoirienne s'est lancée dans une série d'initiatives diplomatiques afin d'obtenir la tenue d'élections « transparentes et inclusives ».

Le 12 octobre dernier, Henri Konan Bédié a effectué un voyage de deux jours à Accra à bord d'un avion de la République du Ghana, mis à sa disposition par Nana Akufo-Addo qui est actuellement le président en exercice de la CEDEAO.

Même si rien n'a officiellement filtré de ces discussions, certaines sources indiquent qu'il s'agissait d'un début de médiation entreprise par le président ghanéen entre le pouvoir ivoirien et l'opposition qui reste tout de même déterminée à obtenir la reprise totale du processus électoral et la mise en place d'une transition politique.

Pour sa part, l'ancien président de l'Assemblée nationale, Guillaume Soro, s'est rendu au siège de la Commission européenne à Bruxelles afin d'échanger avec la présidente de la sous-commission des droits de l'Homme du Parlement européen, Marie Arena.

D'autres initiatives diplomatiques sont également en cours, affirment certaines sources. A la suite de l'invalidation d'une quarantaine de candidatures à l'élection présidentielle,

l'opposition ivoirienne exige, depuis le 20 septembre dernier, en plus du retrait de la candidature du président sortant, Alassane Ouattara, qui brigue un troisième mandat qu'elle juge inconstitutionnel, la dissolution du Conseil constitutionnel et de l'actuelle Commission électorale et l'audit international de la liste électorale, avant la tenue de l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire.

L'opposition politique ivoirienne exige également la libération de tous les prisonniers politiques, civils et militaires encore détenus dans le pays. Ainsi que « le retour sécurisé de tous les exilés sur la terre de leurs ancêtres, avec à leur tête le Président Laurent Gbagbo, le Premier ministre Guillaume Soro, le ministre Charles Blé Goudé et le maire Noël Akossi Bendjo ».

MALI :

### **Mali: une tentative de médiation à Farabougou sous blocus de présumés jihadistes**

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201016-mali-une-tentative-m%C3%A9diation-%C3%A0-farabougou-sous-blocus-pr%C3%A9sum%C3%A9s-jihadistes>

Publié le : 16/10/2020 - 10:55 Au Mali, un deuil national de trois jours a débuté jeudi matin suite aux attaques qui ont visé mardi le poste militaire malien de Sokoura, dans la région de Mopti. Dans la région de Ségou, c'est le village de Farabougou, près de Diabali, qui est au cœur des préoccupations. Depuis une semaine les habitants de ce petit village sont soumis à un blocus de la part de présumés jihadistes. Une tentative de médiation est en cours.

« Nous avons acheminé des véhicules aux abords de Farabougou, mais nous n'avons pas pu entrer. »

Au gouvernorat de Ségou, on parle pudiquement de « problèmes d'accessibilité », et on explique avoir reçu des messages d'habitants qui restent « cloîtrés chez eux ».

Une cellule de médiation a été mise en place pour tenter de négocier l'accès au village. Cette commission de bons offices est notamment composée de maires des communes environnantes, de chefs traditionnels de villages, ainsi que de leaders communautaires et religieux.

Des premiers contacts

Certains de ses membres expliquent que le blocus perdure, en dépit de premiers contacts établis grâce à des intermédiaires locaux. Les hommes armés qui empêchent hommes et véhicules d'entrer ou de sortir du village ne sont pas formellement identifiés. Ils auraient, selon des témoignages d'habitants du village, tués au moins six personnes et en retiendraient neuf autres, depuis plus d'une semaine.

La Mission des Nations unies au Mali est tenue informée. À ce stade, son appui n'a pas été sollicité. Si l'armée malienne est également mobilisée, les tentatives de dialogue demeurent privilégiées.

TOGO :

### **Togo : Nécrologie, Fambare Natchaba n'est plus**

[https://www.koaci.com/article/2020/10/16/togo/societe/togo-necrologie-fambare-natchaba-nest-plus\\_145926.html](https://www.koaci.com/article/2020/10/16/togo/societe/togo-necrologie-fambare-natchaba-nest-plus_145926.html)

vendredi 16 octobre - Mensah correspondant permanent de KOACI au Togo, Nigeria et Ghana | L'ancien président de l'Assemblée Nationale au Togo de 2000-2005, Fambare Ouattara Natchaba, n'est plus. Il est décédé ce jeudi à l'âge de 75 ans dès suite de maladie.

En premières rections ce jeudi à cette triste nouvelle, le Président togolais Faure Gnassingbé a twitté que « c'est avec tristesse que j'ai appris le décès de M. Fambare Ouattara Natchaba. Je salue la mémoire d'un vaillant et combatif homme d'Etat qui s'est consacré au service à la nation. À toute la famille éplorée, je présente mes condoléances et celles du peuple togolais ».

Le ministre togolais des droits de l'homme et des relations avec les institutions de la République, Christian Eninam Trimua, a lui aussi rendu un hommage à Natchaba et présenté ses condoléances à sa famille du disparu.

Dans un tweet, le ministre Trimua retient de Natchaba qu'il a été un « Grand Homme d'Etat, homme politique hors pair et universitaire de renom, il est l'un des grands bâtisseurs de notre nation ».

Né le 17 avril 1945 au nord Togo, Fambare Ouattara Natchaba a été président de l'Assemblée nationale et a été un membre influent de l'ancien parti au pouvoir, le Rassemblement du Peuple Togolais (RPT) devenu Union pour la République (UNIR). Il a été un professeur de droit à l'Université de Lomé de 1992 à 2020. Il devrait assurer constitutionnellement l'intérim du défunt Président Gnassingbé Eyadema en 2005 mais certaines circonstances l'ont privé de ce poste car étant en dehors du pays au moment des faits.

SENEGAL :

### **Le Sénégal dans le viseur des cybercriminels**

<http://apanews.net/index.php/news/le-senegal-dans-le-viseur-des-cybercriminels/>

Octobre 16, 2020 à 18:01 APA-Dakar (Sénégal) Par Abdourahmane Diallo - Le Sénégal est le cinquième pays qui subit le plus de cyberattaques en Afrique et le soixante-onzième au niveau mondial, a révélé, ce vendredi à Dakar, le directeur général de la 4ITSEC- AFRICA, Adjeoua Haikreo.

Les Petites et Moyennes Entreprises (PME) et les Petites et Moyennes Industries (PMI) constituent les principales victimes de ces attaques, a souligné M. Haikreo. Ce dernier précise également que les mails infectés, venant de l'extérieur ou parfois même de l'intérieur du pays, et les liens envoyés dans les groupes WhatsApp sont des voies très utilisées par les cybercriminels.

D'où la nécessité, selon l'enseignant-chercheur à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad), d'accompagner les PME/PMI à s'approprier davantage la politique de cybersécurité mise en place par le Sénégal.

Pour ce faire, Adjeoua Haikreo qui s'exprimait lors du lancement d'« Octobre Cyber », un programme dédié à la sensibilisation au plan international, des utilisateurs, en particulier les enfants sur la cybersécurité, a appelé les entreprises à se conformer à la Stratégie nationale de cybersécurité développée par l'Etat, mais aussi à appliquer et assurer le suivi et l'exécution des politiques de sécurité.

En effet, le Sénégal dispose d'un Plan de Sécurité des Systèmes d'Information (PSSI-ES) qui trace les grands traits de la sécurité et aide à prévenir toutes sortes d'attaques, a-t-il signalé.

Il a, par ailleurs, invité les entreprises privées, « qui ne disposent pas souvent de Direction de Système de Sécurité et de système d'Information (DSSI) », à avoir dans leur effectif un responsable de sécurité de système d'informations. Celui-ci aura comme mission, d'après lui, de mettre en place une bonne politique de sécurité et de cybersécurité « parce que c'est comme ça que nous pouvons mieux comprendre le phénomène ».

En outre, le directeur général de la 4ITSEC- AFRICA suggère aux sociétés de faire un audit régulier de leur système de sécurité. Une procédure de contrôle qui devrait leur permettre de savoir ce qui a été fait, ce qui reste à faire et ce qui est prévu. Cet état des lieux devrait aussi aider les entreprises, en cas d'intrusions, de « savoir ce qui a été fait et d'où est-ce que ça vient ».

De plus, il les a exhortés à signaler aux autorités compétentes toutes les attaques pour que celles-ci puissent engager les procédures nécessaires afin d'y remédier. « Il faudrait qu'on arrive à recenser

toutes ces attaques pour que nos PME/PMI ainsi que nos autorités ne tombent pas dans ces pièges », a-t-il dit.

Touten se félicitant des efforts déployés par le gouvernement dans le domaine de la cybersécurité, il a plaidé pour la création d'une commission de suivi et d'évaluation de la PSSI-ES.

« On dit que la sécurité avance très vite. Il nous faut, nous aussi, avancer un peu plus vite que ça. Mais sans se précipiter, si l'on veut atteindre les objectifs qu'on s'est fixés », a-t-il encore dit.

De même, Adjeoua Haikreo milite en faveur de l'installation d'une Agence nationale de la cybersécurité qui, aux côtés de la Commission nationale de cybersécurité, va recevoir toutes les attaques venant du net. Cela en vue de pouvoir conseiller les personnes sur les menaces, mais aussi émettre des alertes sur l'état d'avancement de la cybersécurité. A tout cela devrait s'ajouter, selon lui, l'ouverture, au niveau national, d'un Portail de sécurité des systèmes d'information.

ARD/cgd/APA

BURKINA FASO :

### **Burkina Faso : L'Université Thomas Sankara est née**

<https://www.burkina24.com/2020/10/15/burkina-faso-luniversite-thomas-sankara-est-nee/>

15 octobre 2020 par Basile SAMA - Le Premier ministre, Christophe Joseph Marie Dabiré a inauguré l'Université Thomas Sankara ce jeudi 15 octobre 2020.

13 ans après la création de l'université Ouaga 2, les étudiants et le personnel ne sont plus des « Sans Domiciles Fixes » selon le président de l'Université Thomas Sankara. Les 27 000 étudiants sont désormais un cadre pour recevoir les enseignements. « Ce fut un long et inlassable combat dans lequel nous avons toujours cru en la victoire et en ce rêve légitime que nourrit toute communauté à savoir « se retrouver chez soi », a exprimé le président de l'université Thomas Sankara, le Pr Ardjima Thiombiano.

Il a indiqué qu'ils « sont fiers de porter le nom du père de la révolution ». Au nom des bénéficiaires, il a reconnu le défi que revêt le baptême de l'université du nom de « cet homme qui a éveillé les consciences, forgé les esprits et tracé une vision inoxydable ».

« Nous avons choisi le nom Thomas Sankara pour que vous compreniez que l'adversité, la difficulté et la souffrance n'ont jamais été les ennemis de l'apprentissage. Vous vous complussiez à vous plaindre que rien ne va. Mais ce n'est pas en se plaignant que les choses peuvent changer. C'est dans un esprit constructif, positif tel que celui de Thomas Sankara que nous pensons que les choses changeront. Ayez la dignité, l'intégrité, l'amour de la vérité, la discipline, l'engagement et surtout le respect de Thomas Sankara »

Pr Alkassoum Maïga

Bâtie sur une superficie de 1 890 hectares, l'université Thomas Sankara accueille pour la présente rentrée environ 27 000 étudiants et a coûté plus de 30 milliards de francs CFA. En s'appuyant sur trois socles que sont le social, l'environnement et la lumière (connaissances), l'université Thomas Sankara se veut être un cadre qui allie modernisme, excellence, rigueur, valeurs culturelles et un cadre de vie environnemental propice.

Coïncidence de date ou planification, l'inauguration de l'université Thomas Sankara coïncide avec un jeudi comme le 15 octobre 1987. Et selon le ministre en charge de l'enseignement supérieur, le Pr Alkassoum Maïga, c'est un jeudi d'espérance qui succède à un jeudi noir. Avec des idéaux révolutionnaires, le capitaine Thomas Sankara avait convaincu et conquis le monde. Une situation qui pousse les autorités à appeler les étudiants à « mettre leurs activités en cohérence avec les principes de cet grand homme ».

Une tâche qui s'annonce ardue selon les propos du Pr Alkassoum Maïga. Une autre bataille qu'il veut commencer est celle d'offrir des enseignements professionnalisants. « L'enseignement supérieur est une priorité nationale. Nous avons la mission de diversifier les offres de formations

afin de rompre avec le cycle de formation des diplômés chômeurs », a-t-il indiqué. C'est une continuité de la vision du capitaine Thomas Sankara qu'ils entendent poursuivre ainsi.

La question du jugement

Du côté de la famille de l'ancien chef d'État, c'est avec fierté qu'on accueille le présent baptême. Pour elle, la lutte du capitaine Thomas Sankara doit continuer.

En marge de cette inauguration, le monde étudiantin a accueilli de nouveaux enseignants-chercheurs et des chercheurs nouvellement promus. Au nombre de 103, ces nouveaux promus sont composés de maîtres assistants, de maîtres conférenciers et de Professeurs titulaires. Devant la communauté étudiante, ils se sont dits heureux d'intégrer ce cercle très restreint.

Revenant sur le cas du dossier en justice, le Premier ministre Christophe Dabiré a expliqué que « le temps de la justice n'est pas celui du justiciable ». Pour lui, la justice fait son travail et des acquis ont été engrangés. « La justice fait son travail et nous sommes entrain de suivre le dossier. La justice va décider du temps où il va falloir pour ouvrir ce dossier et je pense que ce temps viendra tôt ou tard », a déclaré Christophe Joseph Marie Dabiré. Selon ses dires, il n'appartient pas au justiciable de forcer les choses.

BENIN :

**Bénin: un atelier de rembobinage consumé par le feu à Cotonou** Par Cochimau S. Hounbadji

<https://beninwebtv.com/2020/10/benin-un-atelier-de-rembobinage-consume-par-le-feu-a-cotonou/>

le 16 Oct 2020 à 10:02 – Un atelier de rembobinage a été ravagé par un violent feu à Agla, dans la ville de Cotonou. Aucune perte en vie humaine n'a été enregistrée.

Un grave incendie est survenu dans un atelier de rembobinage à Agla. Selon les faits confiés à Frissons radio par le propriétaire de l'atelier, le feu s'est déclenché après le retour de l'énergie électrique qui avait été coupée quelques minutes plus tôt.

Le feu a créé une panique générale dans le quartier; mais le pire a été évité. L'atelier a été complètement consumé; mais aucune perte en vie humaine n'est à déplorer dans cet incendie. Les ateliers environnants n'ont pas été touchés.

NIGERIA :

**Nigeria : Stripe rachète Paystack pour 200 millions de dollars**

<https://www.afrik.com/nigeria-stripe-rachete-paystack-pour-200-millions-de-dollars>

Par Francis Ahlé-16 octobre 2020 - Paystack, une start-up basée à Lagos au Nigeria appartient désormais à Stripe, entreprise américaine d'origine irlandaise. Les deux entreprises ont en commun le fait qu'elles proposent une manière très simple d'incorporer des services de paiement dans une transaction en ligne ou hors ligne, à travers une API.

Grâce à sa stratégie de fusions et acquisitions, Stripe compte bien se développer et atteindre de nouvelles zones géographiques. En effet, au début de l'année, l'entreprise faisait savoir qu'elle avait bénéficié d'un financement de 600 millions de dollars (environ 320 milliards FCFA) de plus. Cette somme lui permettra principalement d'accroître la portée de ses services de paiement axés sur l'API.

Paystack destiné à devenir plus grand

Selon les derniers chiffres, Paystack totalise presque 6.0000 clients. Ils sont composés d'entreprises de tailles plus ou moins grandes, de sociétés qui gèrent des paris en ligne, etc. Selon les informations données par Stripe et Paystack, cette dernière continuera à fonctionner de façon totalement indépendante.

En matière d'économie numérique, il faut reconnaître que le Nigeria a une longueur d'avance sur de nombreux pays du continent. Récemment, le portail et l'application mobile de Digital Nigeria avaient été lancés par le ministre nigérian de la Communication. L'objectif est de permettre aux Nigériens d'avoir de nouvelles compétences numériques de pointe. L'acquisition de Paystack par Stripe laisse augurer de retombées positives pour le Nigeria.

NIGER :

**Niger : un visa électronique en préparation pour renforcer l'attractivité touristique et économique du pays.**

[https://www.tourmag.com/Niger-un-visa-electronique-en-preparation\\_a105698.html](https://www.tourmag.com/Niger-un-visa-electronique-en-preparation_a105698.html)

Rédigé par Action-Visas le Vendredi 16 Octobre 2020 - Afin de faciliter les formalités d'entrée dans le pays, le Niger développe un système dématérialisé de délivrance de visa.

Accompagnées par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), les autorités nigériennes élaborent actuellement un système de délivrance de visa en ligne (e-Visa) dans le but d'accroître l'attractivité touristique et économique du pays.

Présente il ya quelques jours à Niamey, capitale du pays, à l'occasion d'une réunion relative au développement du projet "e-Visa nigérien" , Sophie Hoffmann, cheffe de l'unité Immigration et gestion des frontières au sein de l'OIM, a déclaré aux médias locaux présents que "la gestion des frontières représente, de nos jours, un enjeu prioritaire pour de nombreux pays, et en particulier la République du Niger au Sahel. Il s'agit d'un sujet complexe qui implique de trouver un juste équilibre entre des frontières ouvertes, avec une circulation fluide des biens et personnes, afin d'attirer le tourisme, le commerce et le développement, mais aussi sécurisées, avec les contrôles et garde-fou adéquats".

Après plus d'un an de travaux, les hauts cadres des différents institutions et ministères nigériens ont soumis, lors de cet atelier, leur vision et propositions pour la transition vers l'implantation d'un e-Visa qui facilitera les formalités de voyage pour les ressortissants de pays tiers et renforcera l'attractivité touristique et économique du pays.

L'opérationnalisation du visa électronique nigérien devrait également contribuer à la modernisation de l'Etat, dans une stratégie de digitalisation de l'administration.

"A l'ère de la mondialisation et des échanges transnationaux, de nombreux pays, y compris certains pays voisins de la sous-région, se dotent de moyens modernes et technologiques pour gérer et contrôler les arrivées sur leur sol. Après plusieurs évaluations et entretiens par des experts dans le cadre du partenariat Union européenne-Afrique Caraïbes Pacifique (UE-ACP), il a été déterminé que le Niger était également disposé et dans les conditions adéquates pour se doter d'un système électronique de gestion des visas et autres documents et titres de voyage. C'est à ce titre que l'OIM, dans le cadre du projet « e-visa nigérien », a accompagné le comité technique-Visanational dans la détermination d'une feuille de route pour la dématérialisation du système de délivrance de visaaNiger.Ce système, moderne et informatisé, permet aussi un recouvrement plus systématique et standardisé des frais liés au processus administratif et génère des recettes pour l'Etat" développe SophieHoffmann.

GHANA :

**Cacao : la Côte d'Ivoire et le Ghana peinent à augmenter leur part du gâteau**

[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/10/15/cacao-la-cote-d-ivoire-et-le-ghana-peinent-a-augmenter-leur-part-du-gateau\\_6056101\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/10/15/cacao-la-cote-d-ivoire-et-le-ghana-peinent-a-augmenter-leur-part-du-gateau_6056101_3212.html)

Le Monde avec AFP Publié le 15/10/2020 à 10h09 | Les deux plus grands producteurs mondiaux ont obtenu une prime des multinationales du chocolat, mais sur les bourses de Londres et New York, les prix restent bloqués.

Le Ghana et la Côte d'Ivoire représentent deux tiers du cacao mondial, mais, contrairement aux pays producteurs de pétrole, ils ne parviennent pas à influencer les prix de « l'or brun », historiquement bas et insuffisants pour faire vivre les petits planteurs africains. « Ils pourraient faire les prix du marché, surtout s'ils s'alliaient avec les autres producteurs importants comme l'Équateur, le Cameroun et le Nigeria, mais il y a un manque de volonté politique réelle », estime un expert sous couvert d'anonymat.

Abidjan et Accra ont commencé à collaborer véritablement depuis l'an dernier seulement : ils ont obtenu des multinationales du cacao et du chocolat comme Nestlé une prime, appelée « différentiel de revenu décent » (DRD), de 400 dollars (environ 340 euros) par tonne de cacao, appliquée à partir de la campagne 2020-2021, qui a débuté en octobre. Elle s'est traduite par une augmentation de plus de 20 % du prix payé aux planteurs en Côte d'Ivoire, à 1 000 francs CFA (1,52 euro) le kilo.

De plus, pour la première fois depuis des années, les deux pays voisins d'Afrique de l'Ouest ont aligné leurs prix pour éviter les trafics, qui étaient monnaie courante, entre la Côte d'Ivoire, premier producteur mondial avec plus de 40 % du marché, et le Ghana, deuxième avec plus de 20 %. Mais sur les deux grands marchés de négoce du cacao, Londres et New York, les prix restent bloqués sous les 3 000 dollars la tonne depuis plus de quatre ans.

« Les décisions de la Côte d'Ivoire et du Ghana comptent, mais il y a une légère surproduction de cacao et la crise du coronavirus ralentit la demande », analyse Jonathan Parkman, du courtier Marex Spectron, pour qui il n'est pas certain que le DRD perdure au-delà de cette saison. De plus, souligne l'expert, le cacao est, comme d'autres produits agricoles, un produit spéculatif, dont les cours sont en partie déconnectés de l'économie réelle. Sur les bourses de Londres et New York s'échange ainsi chaque année l'équivalent de 30 fois la production mondiale.

Une offre excédentaire

Historiquement, le prix réel du cacao reste deux fois inférieur à celui des années 1960 et même près de quatre fois inférieur au pic atteint dans le milieu des années 1970 (l'apogée du « miracle » économique ivoirien), selon la Banque mondiale, plombé par une offre excédentaire quasi structurelle. Une aubaine pour les acheteurs, mais une malédiction pour les planteurs des pays tropicaux, qui ne perçoivent que 6 % des 100 milliards de dollars par an que représente le marché mondial du cacao et du chocolat, verrouillé par les grands industriels.

Publiquement, ceux-ci ont manifesté leur soutien au DRD, alors que les consommateurs réclament un chocolat plus « éthique ». « La coordination de la Côte d'Ivoire et du Ghana est un facteur très positif, ils ont intérêt à développer leur pouvoir d'action sur le marché », estime Patrick Poirrier, PDG du chocolatier français Cémoi et président du syndicat du chocolat. Mais plusieurs obstacles se dressent devant eux s'ils souhaitent, à l'instar de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), peser sur les prix par le contrôle de l'offre.

D'abord, la quantité de cacao produite chaque année ne s'adapte pas « au gré d'un robinet qu'on ouvre ou qu'on ferme », rappelle M. Poirrier, et « il est difficile de demander à un cacaoculteur, qui s'engage sur vingt ans en plantant un cacaoyer, de produire moins ». Or depuis vingt ans, la récolte mondiale est excédentaire une année sur deux, une situation favorable aux acheteurs pour obtenir des prix plus bas. Le manque de capacités de stockage du cacao, fragile et périssable, près des lieux de production, ainsi que son coût élevé, gênent le contrôle très tôt dans la chaîne. La construction de deux nouveaux entrepôts d'une capacité totale de 300 000 tonnes dans les ports d'Abidjan et de San Pedro, en Côte d'Ivoire, a néanmoins été annoncée fin septembre.

Pour mettre en place une OPEP du cacao, « il faudrait que tous les pays producteurs puissent y participer », note aussi Philippe Fontayne, ancien président du Conseil international du cacao : « Or je suis sceptique sur leur capacité à se mettre d'accord sur des règles du jeu. » L'échec de l'Alliance des pays producteurs de cacao (Copal), organisation fondée en 1962 et qui n'a jamais réussi à s'imposer sur le marché mondial, est resté dans les mémoires. Le Conseil café-cacao, organisme

public ivoirien qui gère la filière, et son pendant ghanéen, le Cocobod, n'ont pas répondu aux sollicitations de l'AFP.

GAMBIA :

### **Gambia To Introduce Automated Revenue System**

<https://www.voicegambia.com/2020/10/16/gambia-to-introduce-automated-revenue-system/>

October 16, 2020 By Lamin Sanyang- The Government of The Gambia through the Accountant General Office under the Ministry of Finance and Economic Affairs is planning to introduce an automated revenue management system in the country.

The main objective of introducing the system is to eliminate cash handling and establish a modern and efficient revenue management system in The Gambia.

The Deputy Accountant General of The Gambia, Mr Lamin Singhateh has disclosed the intention of the government to eliminate cash and cheque payment by next year.

“Cash and cheque payment will be eliminated by 2021,” the Deputy Accountant General stated. Singhateh has made these revelations at the recent budget and finance reporting exercise organised by The Gambia Press Union. The project is supported by the International Republican Institute to further promote fiscal transparency and accountability in The Gambia.

“All payrolls and pension payments to be automated through direct bank transfers, mobile money and forex bureaux,” he said.

He disclosed that an Indian company has won the contract for the new automated system. He also noted that the new system has minimal expense compare to the old system.

According to him, the IFMIS ICT Infrastructure has been upgraded with new servers and equipment. The unit is responsible for application systems administration, business process re-engineering, requirement analysis, implementation support and maintenance of the chart of accounts amongst others.

“Whatever payment is made there must be proper documentation,” Mr Singhateh said.

The Deputy AG lamented over the challenges facing the current system is that monies are given to people for activities but failed to retire the imprest. He added that offenders would be deducted from their salaries while those who are close to retirement would have their gratuity forfeited to their pensions.

\*\*\*\*\*  
\*\*\*\* AFRIQUE CENTRALE \*\*\*\*  
\*\*\*\*\*

TCHAD :

**Tchad : 10 officiers cités dans l'ordre de la nation pour mission bien accomplie**

[https://www.alwihdainfo.com/Tchad-10-officiers-cites-dans-l-ordre-de-la-nation-pour-mission-bien-accomplie\\_a95246.html](https://www.alwihdainfo.com/Tchad-10-officiers-cites-dans-l-ordre-de-la-nation-pour-mission-bien-accomplie_a95246.html)

Alwihda Info | Par Info Alwihda - 16 Octobre 2020 Le décret n° 2127 du 15 octobre 2020 porte citation dans l'Ordre de la nation tchadienne.

Sont cités dans l'ordre de la Croix du Mérite Militaire à l'Ordre de la nation tchadienne, les officiers des forces armées et de sécurité de la Force mixte multinationale pour mission bien accomplie.

- MahamatTomHamid Djery (Colonel) ;
- Allamine Fadoul Makaye (Colonel);
- Djimet Kafine Barka (Colonel);
- Oumar Adoum Bahr (Colonel);
- Brahim Oki Dagache (Colonel) ;
- Zakaria Abakar Dicko (Colonel);
- Moussa Abderamane Koyo (Lieutenant-colonel);
- Abel-haziz Moussa Siro (CBA);
- Mahamat Acyl Mahamat (CBA);
- MoussaWaiHassaballah(CBA).

CENTRAFRIQUE :

**Moscou livre des blindés à l'armée centrafricaine**

<https://fr.africanews.com/2020/10/16/moscou-livre-des-blindes-a-l-armee-centrafricaine/>

By Africanews avec AFP 16/10/2020 - L'armée centrafricaine a reçu jeudi à Bangui une dizaine de blindés livrés par la Russie, qui mène depuis 2018 une offensive diplomatique dans cette ancienne colonie française ravagée par la guerre civile et où la présidentielle est prévue en décembre.

Plusieurs de ces blindés russes ont défilé à travers les rues de Bangui dans un concert de klaxons, entourés par une foule de curieux et de jeunes à moto, a constaté un journaliste de l'AFP.

A terme, une vingtaine de ces BRDM-2, des véhicules de reconnaissance légers, doivent équiper une armée centrafricaine toujours soumise à un embargo sur les armes depuis 2014 et dépourvue d'équipement lourd.

Cette livraison intervient à quelques mois de l'élection présidentielle prévue en décembre, alors que les trois quarts du territoire centrafricain sont occupés par des groupes armés qui terrorisent la population civile et pourraient perturber le processus électoral.

Le président Faustin Archange Touadera, élu en 2016 dans un pays plongé dans la guerre civile, briguera un second mandat en décembre avec le soutien de la Russie.

Depuis 2018, des instructeurs militaires russes entraînent les forces armées centrafricaines et assurent la garde rapprochée du président.

Début octobre, l'ambassadeur de Russie en Centrafrique, Vladimir Titorenko, avait annoncé l'ouverture d'un bureau militaire composé de quatre généraux russes dans le pays.

En parallèle, le gouvernement centrafricain a accordé des permis miniers à des sociétés russes associées à Evgueni Prigojine, un proche de Vladimir Poutine.

Cet homme d'affaire est suspecté d'être le principal financier de Wagner, une société militaire privée russe dont les mercenaires sont présents en Centrafrique.

CAMEROUN :

**CAMEROUN :: SI CE N'EST PAS UN GAG, C'EST QUOI D'AUTRE ? :: CAMEROON**

<https://www.camer.be/mobile/82637/30:27/cameroun-si-ce-nest-pas-un-gag-cest-quoi-dautre-cameroon.html>

16/10/2020 - Alors que Maurice Kamto est encore assigné à résidence sans notification aucune, et en totale violation de ses droits sous le regard indigné du monde entier, le gouvernement Camerounais écrit néanmoins aux experts en droit de l'homme de l'ONU pour dire que le Cameroun est un État de droit.

Mais quelle légèreté ! Quel délire !

Yaoundé doit savoir que ces experts de l'ONU ne boivent pas de l'odontol pour se laisser abrutir aussi facilement. Ils savent que à Sangmélina au sud du pays, des Camerounais ivres de haine ont cassé, pillé et incendié impunément des boutiques appartenant à d'honnêtes citoyens. Et ce, sous le regard complaisant des forces de l'ordre et dans le silence curieux des dirigeants de ce pays. Ce qui est impensable dans un État de droit.

Ces experts savent que la gendarmette qui a tué un étudiant à Bafoussam est en liberté et n'a jamais été inquiétée. Ils savent ce qui s'est passé dans les massacres de Ngarbuh. Ils savent que la police Camerounaise tire à balles réelles sur des manifestants pacifiques et que lors des émeutes de 2008, au moins 40 Camerounais sont tombés sous les balles de ces hommes en tenue. Ce sont des faits et rien ne peut les contredire.

C'est dire si ces experts savent de quoi ils parlent quand ils parlent des violations des droits de l'homme au Cameroun. En outre, ces derniers demandent la libération de Maurice Kamto et tous les manifestants pacifiques arrêtés au Cameroun... Sans doute en raison de la légèreté du motif de leurs arrestations qui au demeurant est mal fondé au regard du droit international.

Le seul mérite de la réaction du gouvernement Camerounais au rapport accablant des experts de l'ONU, c'est de montrer une fois de plus le niveau de malhonnêteté d'un régime incapable d'assumer sa dictature. Et qui comme d'habitude, essaie de trouver refuge dans des expressions totalement étrangères à sa culture comme par exemple : État de droit, respect des lois et tous les blablablas que vous connaissez.

Après 38 ans de ténèbres, il est désormais impossible pour le peuple Camerounais qui en a souffert d'y retourner. Sa marche vers la liberté est irréversible et même la violence des armes n'y pourra rien.

CONGO BRAZZA :

**Congo-Unesco : A coups de coude, on renforce la coopération en pleine crise sanitaire**

<https://lesechos-congobrazza.com/politique/7380-congo-unesco-a-coups-de-coude-on-renforce-la-cooperation-en-pleine-crise-sanitaire>

Germaine MAPANGA, 15 octobre 2020 - L'audience accordée mercredi par le Président congolais, Denis Sassou N'Guesso à la directrice générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Audrey Azoulay a permis de renforcer la coopération entre le Congo et l'agence onusienne en matière d'éducation, de sciences, de culture et communication.

Denis Sassou N'Guesso et Audrey Azoulay se sont félicités de l'excellence des relations multiformes qui prévaut entre Brazzaville et l'Unesco avant de signer des accords dans le domaine de l'éducation à distance, la formation des enseignants et l'innovation technologique.

« J'ai eu le plaisir, lors de cette audience que m'a accordée le chef de l'État Denis Sassou N'Guesso de pouvoir évoquer les champs de la coopération entre l'Unesco et la République du Congo, avec un accent très particulier sur les questions d'éducation, les enjeux liés à la réouverture des écoles, la façon de concilier le retour à l'école pour les élèves et les précautions sanitaires », a déclaré Audrey Azoulay à la presse.

Pour hisser davantage cette coopération, le chef de l'Etat et la directrice générale de l'Unesco ont également évoqué l'inscription de la rumba congolaise au patrimoine immatériel de l'humanité.

Le rôle central des enseignants, la question de l'enseignement supérieur avec les projets de développement de l'université à l'échelle du continent, l'éducation scientifique et celle des filles, ainsi que les questions liées à la culture et aux arts ont aussi été abordés par les deux personnalités.

\*\*\*\*\*  
\*\*\* GLOBALISATION \*\*\*  
\*\*\*\*\*

UNION AFRICAINE :

**L'Union africaine prône de négocier avec les terroristes**

<https://mondafrique.com/une-force-de-lunion-africaine-de-3000-hommes-pour-le-sahel/>

By La rédaction de Mondafrique - 15 octobre 2020 L'Algérien Smaïl Chergui, puissant commissaire de l'UA, explore la voie d'un dialogue avec les groupes extrémistes. A l'exemple de l'Afghanistan C'est dans dans le quotidien suisse Le Temps que Smaïl Chergui publie une tribune appelant à « l'unification des stratégies de stabilisation du Sahel s'émancipant des puissances occidentales et du millefeuille des dispositifs en faveur de la région ». Ce jargon diplomatique cache un virage décisif de l'Union Africaine qui tente de s'émanciper de l'alliance avec les occidentaux et avec leurs mots d'ordre.

Estimant que la Minusma n'a pas produit d'avancées décisives, Smaïl Chergui écrit:« le Sahel étouffe de programmes à répétition et de plus de 17 stratégies, alors que le G5 Sahel a formulé son propre plan d'investissement prioritaire en 2014 ». Il regrette que les annonces de soutien au G5 ne se sont concrétisées qu'à hauteur de 20%seulement.

Dialoguer avec les extrémistes

Enfin, ce pilier de l'Union Africaine approuve le processus de négociation politique engagé avec les groupes armés terroristes par l'ancien président malien Ibrahim Boubacar Keita avant son renversement pa<https://mondafrique.com/une-force-de-lunion-africaine-de-3000-hommes-pour-le-sahel/r> un coup d'Etat le 18 août dernier.« L'accord signé avec « les talibans » en Afghanistan, le 29 février 2020, peut inspirer nos Etats membres pour explorer le dialogue avec les extrémistes et les encourager à déposer les armes, en particulier ceux qui ont été enrôlés de force », estime le diplomate.

CHINE :

**Five things to watch for as China reports third-quarter GDP**

<https://www.ft.com/content/bd86b076-12f3-4a0e-9106-3fa4e3f0ae9b>

Tom Mitchellin Singapore 16/10/2020 - China's National Bureau of Statistics will reveal if the country's economic rebound from the coronavirus pandemic remains on track when it releases its estimate for third-quarter gross domestic product growth on Monday. The IMF revised upwards its full-year projection for Chinese growth to

1.9 per cent this week. By comparison, the IMF expects the US and Indian economies to contract 4.3 per cent and 10.3 per cent this year respectively. Here are five things to look out for as President Xi Jinping's administration attempts to complete an economic recovery that few people thought possible at the beginning of theyear.How high can quarterly growth go? After falling 6.8 per cent year on year in the first quarter — the first such contraction in more than 40 years — China's economy rebounded to grow 3.2 per cent in the second quarter. Larry Hu, chief China economist at Macquarie, projects third and fourth-quarter GDP growth of about 5 per cent and 5.5 per cent respectively. He expects growth could surge as high as 15 per cent over the first three months of 2021 because of the low base effect of this year's first-quarter crash.Will Beijing continue to reinin real estate investment? In 2017, Mr Xi said that “homes are for living in, not speculating

on”, signalling his administration’s determination to rein in soaring property prices, especially in China’s largest cities. But the property sector remains a crucial growth engine for the world’s second-largest economy. As Mr Xi’s economic team, led by Vice-Premier Liu He, presses ahead with its efforts to restrict credit flows to developers, it must judge the economic impact on everything from industrial demand to regional government finances, given the importance of land sales to most local governments. A dramatic illustration of this trade-off occurred last month when investors were spooked by reports that one of the country’s largest developers had approached the Guangdong provincial government for a bailout. China Evergrande, with debts of \$120bn, denied the speculation but on Wednesday raised only about half of the \$1bn it was aiming for in a share placement, triggering another sell-off of its Hong Kong-listed shares. Can consumers and infrastructure investment come to the rescue? After seven consecutive months of year-on-year falls in retail spending, the indicator finally turned positive in August, although it grew by just 0.5 per cent compared with the same month last year. If consumption can rebound as strongly as exports have over recent months, the Chinese economy will be well placed to continue its recovery into next year. The IMF is projecting that China’s economy will expand more than 8 per cent in 2021. Will fixed-asset investment return to positive territory? Fixed-asset investment fell a record 24.5 per cent in the first two months of the year and continued to decline through August. But Monday’s figures are expected to show that it finally turned positive in September. A People’s Bank of China official said on Wednesday that the central bank would support a temporary increase in overall debt levels, which typically fuel infrastructure investment. Figures released this week showed that China’s broadest measure of credit grew at its fastest rate in two years last month. Outstanding bank loans in September also rose more strongly than expected at 13 per cent year on year. Can China’s booming export sector continue its strong run? China’s ability to keep coronavirus at bay has been a boon for the country’s exporters. With factories, trucking companies and ports able to operate as normal, the country is hoovering up global demand for everything from consumer electronics sought by homebound workers to personal protective equipment. In April, China accounted for 18 per cent of total global exports. The surge continued last month, as the country’s September exports increased 9.9 year on year. A strengthening renminbi, however, could put a brake on the export boom. After flirting with \$7.20 in late May, China’s currency has raced back up to \$6.70 — a gain of 7 per cent. In response, China’s central bank has made it less expensive for currency traders to bet against the renminbi — something the PBoC frequently does when it is concerned the currency has risen too far too fast.

USA :

### **USA: la confiance des consommateurs au plus haut depuis le début de la pandémie**

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/USA-la-confiance-des-consommateurs-au-plus-haut-depuis-le-debut-de-la-pandemie--31554570/>

16/10/2020 | 16:58 - Washington (awp/afp) - La confiance des consommateurs aux Etats-Unis a continué de grimper en octobre, atteignant un nouveau plus haut depuis le début de la pandémie, selon l'estimation préliminaire de l'Université du Michigan publiée vendredi.

L'indice général s'est établi à 81,2 points, contre 80,4 en septembre, les consommateurs étant confiants dans l'amélioration des perspectives économiques pour l'année à venir. C'est toutefois un peu inférieur aux 82% attendus par les analystes.

Dans le détail, l'indice mesurant la confiance dans l'avenir prend plus de 3 points par rapport à septembre, pour s'établir à 78,8 points. En revanche, celui mesurant l'environnement actuel recule de près de 3 points, et s'établit à 84,9 points.

"La croissance de l'emploi qui ralentit, la résurgence des cas de Covid-19, et l'absence d'un nouveau plan de relance du gouvernement fédéral, poussent les consommateurs à être plus inquiets de l'environnement économique actuel", a commenté Richard Curtin, l'économiste en chef chargé de cette enquête bimensuelle, cité dans le communiqué.

Mais il souligne que "ces inquiétudes sont largement compensées par l'amélioration continue des perspectives économiques pour l'année à venir".

Et à moins de trois semaines de l'élection présidentielle, les Américains attendent aussi de savoir si le gouvernement fédéral leur donnera un nouveau coup de pouce financier.

Un accord entre l'administration Trump et les élus démocrates du Congrès demeure très incertain, alors que les aides apportées au printemps aux Américains les plus modestes, et jusqu'à fin juillet aux personnes ayant perdu leur emploi ou leur revenu, ont expiré ou ont été réduites.

Elles avaient pourtant soutenu un début de reprise économique, après la paralysie de l'activité par le Covid-19.

afp/rp

ONU :

### **Israël n'a pas renouvelé les visas de personnels de l'ONU dans les territoires palestiniens**

<https://www.nouvelobs.com/monde/20201016.OBS34837/israel-n-a-pas-renouvele-les-visas-de-personnels-de-l-onu-dans-les-territoires-palestiniens.html>

Par L'Obs Publié le 16 octobre 2020 à 19h26 - Cette décision fait suite à la publication par l'ONU en février d'une liste d'entreprises qui commercent illégalement avec les colonies israéliennes en Cisjordanie.

L'Etat hébreu n'a pas renouvelé les visas de neuf expatriés, dont James Heenan, le directeur local de l'agence du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, qui a dû quitter la Cisjordanie et Gaza. Trois départs devaient suivre en décembre. D'ici la fin de l'année, il ne restera donc plus aucun représentant étranger de l'agence onusienne dans les territoires palestiniens.

Publication d'une « liste noire »

Cette décision fait suite à la publication par l'ONU en février d'une liste d'entreprises qui commercent illégalement avec les colonies israéliennes en Cisjordanie.

Dans la foulée, le Premier ministre Benjamin Nétanyahou avait ordonné la suspension des relations avec cette institution onusienne, honnie par l'Etat hébreu pour « biais anti-israélien ».

« L'Etat d'Israël ne peut tolérer cette politique discriminatoire anti-Israël », avait à l'époque menacé le ministre des affaires étrangères, Israel Katz, qualifiant Michelle Bachelet, la haut-commissaire aux droits de l'homme, de « partenaire et outil » du mouvement de boycottage contre Israël.

Une politique de muselage de longue date

Cette pratique, déjà utilisée contre des employés internationaux d'ONG internationales, est dénoncée comme une politique israélienne visant à museler le mouvement de défense des droits de l'homme.

En 2019 déjà, Benjamin Nétanyahou avait décidé de ne pas renouveler le mandat de la présence internationale temporaire à Hébron, qui menait une mission d'observation civile chargée de documenter les éventuelles violations des droits de l'homme dans la ville. Jusqu'à présent, le premier ministre israélien l'avait autorisée tous les six mois.

Les Palestiniens bientôt seuls sur le terrain

La même année, Omar Shakir, le directeur de recherche sur Israël et la Palestine pour l'organisation Human Rights Watch, avait été expulsé. Accusé d'être un partisan du boycott, il avait finalement dû quitter le pays après des mois d'allers-retours devant les tribunaux. Le non-renouvellement des mandats fait sens selon lui :

« Ce qui se passe là fait simplement partie d'une politique israélienne de longue date contre le mouvement de défense des droits de l'homme, explique-t-il depuis Amman, où il est désormais

basé. En continuant à travailler jusque-là, le HCDH faisait plutôt figure d'exception. Avant nous, du personnel d'Amnesty International s'était vu refuser l'entrée sur le territoire, sans parler des militants internationaux. »

Si habituellement, les employés des Nations unies peuvent obtenir des visas partout où ils en font la demande, les territoires palestiniens semblent échapper à la règle. La vingtaine d'employés locaux, des Palestiniens en majorité, seront donc bientôt les seuls sur le terrain.

**DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Dimanche 18 octobre 2020**